



Gorilla Journal

Journal de Berggorilla & Regenwald Direkthilfe

No. 53, décembre 2016



**L'installation
du poste de
communication à
Virunga**

**Implication des
communautés
riveraines à Maïko**

**En route vers
nulle part?**

**L'habituance
des gorilles au
Parc National de
Loango**



BERGGORILLA & REGENWALD DIREKTHILFE

Table des matières

R. D. Congo	3
L'installation du poste de communication à Virunga	3
Implication des communautés riveraines à la gestion de Maïko	5
Participation au Congrès Mondial des Rangers, tenu à Colorado	7
Cartographie participative dans la Réserve Naturelle d'Itombwe	8
Boom de l'or le long de l'Ulindi	12
Gorilles de Grauer à GRACE	13
Cross River	15
En route vers nulle part?	15
Gorilles	20
L'habituation des gorilles au Parc National de Loango	20
La traversée du Dja	21
Premiers jumeaux dans un groupe de gorilles des plaines habitués	25
Primatologues africains créent une société	27

Gorilla Journal 53, décembre 2016

Editeur : Angela Meder
Augustenstr. 122, 70197 Stuttgart, Allemagne
E-mail : meder@berggorilla.org
Traduction : Yves Boutelant, Jean-Pascal Guéry, Erik Mager, Julia Peguet, Florence Perroux
Réalisation : Angela Meder
Couverture : Owabi à Loango
Photo: Martha M. Robbins

Adresse de l'organisation :

Berggorilla & Regenwald Direkthilfe
c/o Burkhard Broecker
Juedenweg 3
33161 Hoevelhof, Allemagne
E-mail : broecker@berggorilla.org
Site web : <http://www.berggorilla.org>

Relation bancaire :

IBAN DE06 3625 0000 0353 3443 15
BIC SPMHDE3E
Suisse :
IBAN CH90 0900 0000 4046 1685 7
BIC POFICHBEXX

Auteurs

Onésiphore Bitomwa est chef des gardes de la Réserve d'Itombwe.

Dieudonné Boji Mungu-Akonkwa est le Conservateur en Chef du Parc National de Maïko depuis mai 2011. Avant cela, il a exercé plusieurs fonctions à Kahuzi-Biega, dont 6 ans en tant que Conservateur.

Andrew Dunn est chef de projet pour le programme de recherche sur la biodiversité du WCS dans le sud-est du Nigeria. Il travaille sur les études biologiques et les projets de conservation en Afrique depuis 1989.

Jef Dupain est Directeur Technique de l'AWF en Afrique Centrale et Occidentale depuis 2010 et a lancé l'initiative pour les Grands Singes Africains (African Apes) en 2013.

Léonar Milenge Eo dirige l'ONG locale IGH dans le Sud-Kivu.

Manfred Epanda travaille pour l'AWF en tant que directeur national.

Terence Fuh Neba s'occupe de la conservation des primates et de recherche en Afrique Centrale depuis 2010. Il dirige le Programme d'Habituation dans les zones protégées de Dzanga-Sangha.

Rachel Ikemeh travaille dans le cadre du projet Southwest/Niger Delta Forest au Nigéria.

Dr. Inaoyom Imong mène des recherches sur les gorilles de Cross River. Il est Directeur du projet Cross River Gorilla Landscape au Nigéria.

Jackson Kabuyaya Mbeke dirige le centre GRACE au Congo.

Dr. Sonya Kahlenberg est Directrice Générale du Centre de Réhabilitation et de Formation à GRACE. Elle est biologiste anthropologue et a étudié le comportement des chimpanzés en Ouganda.

Jeannot Katembo est assistant de terrain pour WCS en RDC.

Fidèle Kavuba est actuellement assistant de terrain pour le WCS dans Kahuzi-Biega et spécialiste du RACOD.

Olivier Kisumbu Tata est Secrétaire Général du RACCOMI.

Inza Koné est employé par le Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire.

Deo Kujirakwinja coordonne les travaux de la Wildlife Conservation Society (WCS) au Rift Albertin et est l'un des principaux ornithologues du Congo.

Luc Lukaba est Directeur Général adjoint de l'AJIPD, une ONG locale.

Kevin Marriott travaille depuis 2015 en tant que consultant technique et en gestion de projets pour plusieurs organisations de conservation à travers le monde.

Robert Muir a participé à plusieurs programmes portant sur la recherche et la conservation. De 2014 à 2015, il a été chef du projet de Parc National pour la Conservation à Virunga, sous l'égide de la Société Zoologique de Francfort.

Sébastien Mupenda est chef du programme de conservation des abeilles du RACOD.

Dr. Denis Ndeloh Etiendem est employé à la Division des Recherches sur les animaux sauvages au département environnemental Nunavut à Igloolik, au Canada.

Dr. Martha M. Robbins est assistante de recherche à l'Institut Max Planck pour l'Anthropologie Evolutive. Elle étudie l'écologie comportementale des gorilles depuis 1990.

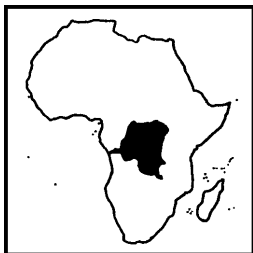
Bienvenu Shamavu travaille depuis deux ans au RACCOMI.

Alain Twendilongé est Assistant de Projet du WCS à Kahuzi-Biega et a dirigé le projet de la Vallée de Mwana.

Janika Wendefeuer étudie la biologie à Hambourg. Elle vient de terminer un volontariat d'un an au PHP sous la supervision de Terence Fuh.

David Williams est Directeur du Programme de Géographie de la Conservation de l'AWF.

Guian Zokoe travaille pour l'AWF en tant que Conseiller Technique.



R. D. CONGO

L'installation du poste de communication au Parc National des Virunga

Pour la faune et les forêts du Parc National des Virunga et pour les gardes forestiers qui tentent de le protéger, des problèmes de sécurité dans le parc ont constitué un grave danger. Afin d'améliorer la communication des rangers, un nouveau système de communication est mis en place qui couvre l'ensemble du parc et permet au personnel du parc d'agir rapidement lorsque des problèmes sont observés.

Un système MOTOTRBO VHF numérique pour communication par radio a été commandé avec succès pour le service du Parc National des Virunga

(PNV), dans la République Démocratique du Congo, le 6 juillet 2016 comme part du projet Virunga VHF (deuxième phase). Le système a été conçu pour remplacer le système vieillissant Motorola Radio analogique VHF dans le parc.

La première phase du projet centrait sur l'installation d'un petit système de VHF numérique MOTOTRBO, spécialement pour les gardes affectés à la protection des éléphants dans le secteur central du PNV.

La radio VHF numérique MOTOTRBO avec suivi GPS a été choisie comme système de communication de choix pour assurer le commandement efficace et le contrôle de l'ensemble du PNV. La gestion de ce système est la responsabilité des techniciens du parc.

Le système a été choisi pour sa capacité accrue et son efficacité du spectre, le cryptage, la communication de données intégrées et la capacité vocale améliorée. Partout en Afrique, ce système devient rapidement la norme de facto pour les organisations de protection de la faune.

Le budget était fixé à USD 350 000 et il a atterri à USD 345 650. Ceux qui gèrent le projet ont été en mesure de négocier les prix et de prendre contact direct avec les fabricants si nécessaire et le cas échéant. Ils étaient en mesure de fournir les capacités du système, de se procurer des pièces de rechange non budgétisées et compléter l'acquisition de l'équipement plus tôt que prévu et nettement en dessous du budget.

La phase d'approvisionnement

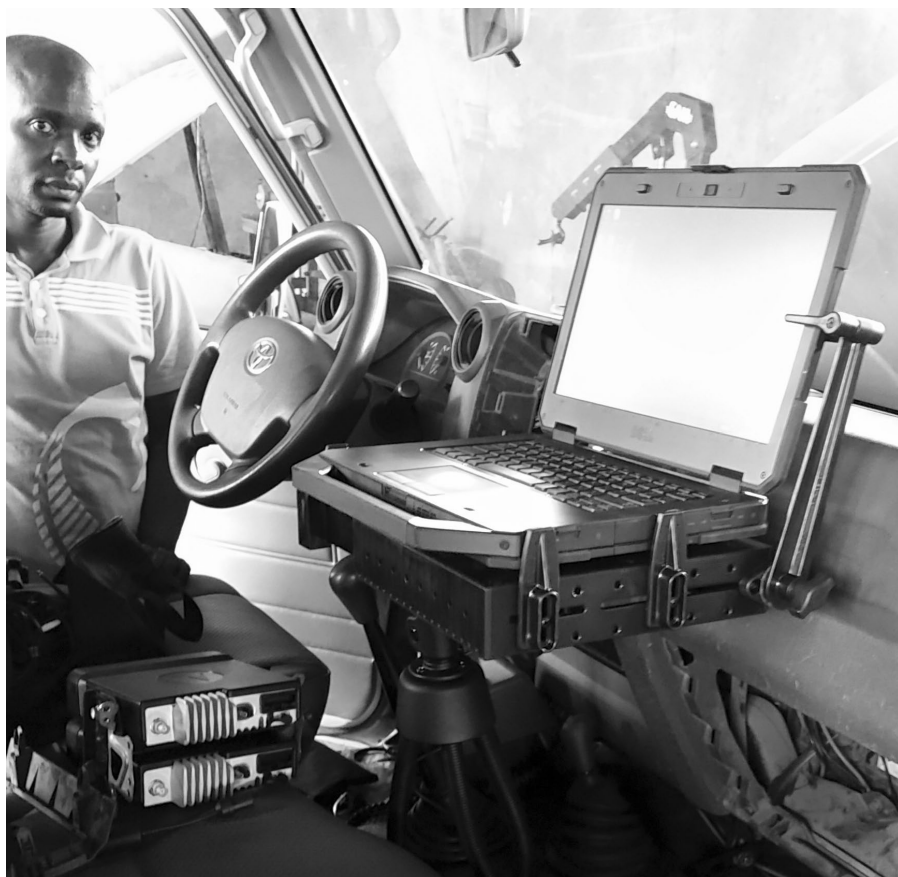
Cette phase a commencé le 28 mars 2016 à la suite de la signature d'un accord avec la Fondation des Virunga. La phase comprenait 16 étapes et un délai serré de 8 semaines pour la livraison de 28 types spécifiques d'équipement, en Ouganda. Le délai avait été stipulé par la Fondation des Virunga.

L'équipement radio a été livré 7 jours avant la date limite, mais malheureusement, en raison d'une attaque rebelle le Cessna 206 des Virunga était hors service et un autre avion devait être affrété résultant dans l'équipement étant livré en Rumangabo le 6 juin 2016.

La phase de déploiement

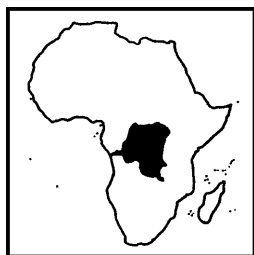
Cette phase a commencé le 4 juin 2016, mais des retards dans le système solaire procuré localement ont repoussé la date de déploiement au 18 juin 2016. L'installation et la formation des ingénieurs radio des Virunga ont commencé immédiatement après l'arrivée du consultant le 20 juin 2016.

Des retards, à inclure des équipements égarés et des opinions divergentes, ont eu un impact négatif sur la quantité de temps disponible pour la formation des ingénieurs, ce qui n'a



Véhicule d'opérations mobile

Photo: Kevin Marriott



R. D. CONGO

pas empêché qu'ils ont reçu une formation dans la pratique qui a suffi pour leur permettre de gérer et de maintenir le système radio. Le système a été approuvé pour la mise en marche le 4 juillet 2016.

Le réseau répéteur MOTOTRBO VHF numérique: Il y a trois répéteurs situés dans des positions autour du parc et trois répéteurs supplémentaires pour la redondance et l'utilisation comme répéteurs de sauvegarde pour les futures installations et l'expansion du réseau, comme il a été exigé. La couverture est très bonne, bien qu'il y ait encore quelques « points noirs ».

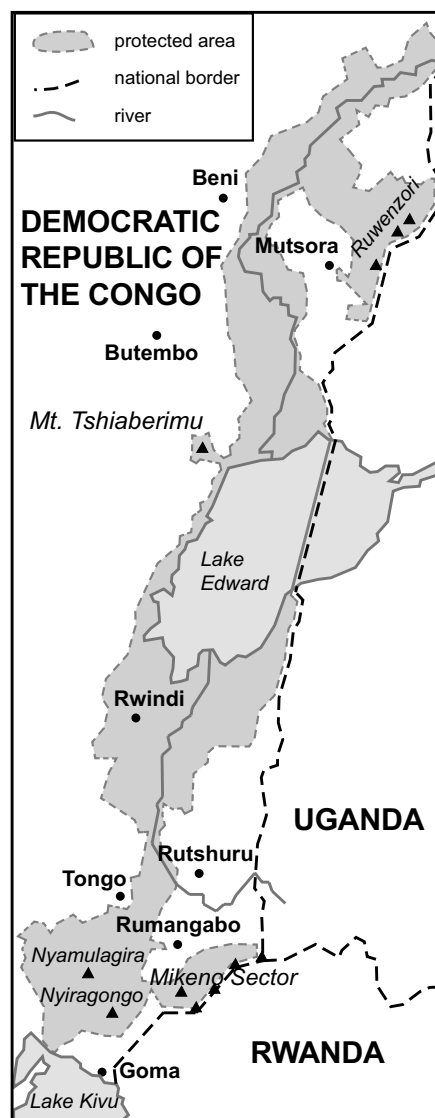
La console TRBOnet Dispatch: L'ordinateur a été fourni et fonctionnera comme centre des opérations pour le PNV. La salle des opérations principale, connue sous le nom CCOPS, a été temporairement déplacé de Rumangabo à Rwindi et par la suite des installations temporaires y ont dû être faites. La console TRBOnet Dispatch fournit la salle des opérations avec une simple application qui permet au gardien de voir au premier coup d'œil quelles radios sont actives sur le net et où elles se trouvent. En ce qui concerne la console il y a sept clés caractéristiques identifiées.

Il y a des défis de communication entre Rwindi et le répéteur du secteur sud, et en tant que tel, il a été recom-

mandé que le VNP se raccroche au plan initial et que le CCOPS (surveillance GPS) garde la station de base de surveillance vocale pour le secteur sud à Rumangabo afin d'y avoir le commandement et le contrôle effectif.

Le dispositif du véhicule d'opérations mobile est un énorme atout vu le fait que les radios ont la capacité d'avoir connaissance de la situation des gardes forestiers dans un seul secteur. L'installation de la radio au véhicule avec un suivi GPS a permis la gestion efficace de la flottille et de la responsabilité des chauffeurs, et des solutions ont été mis en place pour veiller à ce que la batterie soit toujours chargée et que l'antenne transmette. Ces solutions abordent également la question des éventuelles irrégularités dans la consommation de carburant et d'une utilisation non autorisée du véhicule.

Le système Smartphone Zello a été mis en œuvre en utilisant de la technologie personnalisée pour permettre au réseau de la radio d'être étendu aux autres utilisateurs de smartphones exécutant l'application *Push-To-Talk* (Poussez Pour Parler) de Zello. Ce système s'adresse notamment à des personnes utilisateurs secrètes fournissant un système fermé avec un accès radio étant contrôlé dans le Bureau de la Sécurité des Virunga CCOPS.



Parc National des Virunga

Carte: Angela Meder

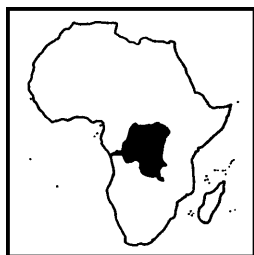
Phase en cours

Le support à distance est livré à deux ingénieurs des Virunga qui ont identifié quelques questions qui soit ont été rectifiés, ou sont au point d'être rectifiés. Ces questions comprennent une faible puissance de la batterie de répéteur, générateur de turbine éolienne, et la transmission en cycle constant du répéteur.



Équipement technique avec ordinateur

Photo: Kevin Marriott



R. D. CONGO

Recommandations

Afin de satisfaire aux exigences de l'expansion du système de communication du PNV et afin de tenir compte d'une augmentation du nombre d'abonnés, nous avons également émis des recommandations visant à améliorer la politique de communication du parc, et avons assuré des formations continues dans le cadre du développement professionnel des techniciens du parc.

Robert Muir et Kevin Marriott

Implication des communautés riveraines à la gestion du Parc National de la Maïko

Depuis plusieurs décennies, l'homme et son environnement ont cohabité plus ou moins harmonieusement. Cependant, l'utilisation des outils modernes d'exploitation des ressources naturelles ont terni largement l'image de cette symbiose qui a disparu au fil du temps dans certaines régions de la planète.

Durant la période post coloniale, plusieurs aires protégées en Afrique ont vu le jour, particulièrement en République Démocratique du Congo où les propriétaires fonciers conformément aux coutumes locales (autochtones/communautés riveraines) ont vu leurs terres ancestrales spoliées et aliénées en faveur de la conservation sans aucune concertation, ce qui a entraîné un climat de méfiance et d'hostilité entre les communautés locales et les gestionnaires de ces aires protégées.

Créé en 1970, le Parc National de la Maïko (PNM) n'est pas resté à l'abri de ces fléaux. Dans ce contexte, la cohabitation pacifique entre les populations riveraines et les gestionnaires du parc est resté depuis longtemps une réalité que personne ne pouvait imaginer. Les communautés riveraines n'étant pas suffisamment informées sur l'importance du PNM en tant qu'aire protégée,

elles ont développé des attitudes négatives vis-à-vis de celui-ci.

Face aux modifications profondes de la situation environnementale dues à une pression démographique de plus en plus croissante et à une compétition accrue pour prélever massivement les ressources naturelles existantes avec l'utilisation des procédés non sélectifs, les gestionnaires du Parc National de la Maïko ont mis en œuvre, depuis 2004, une approche de conservation communautaire visant l'implication des communautés dans la réduction de ces menaces. A titre illustratif, le présent article offre une brève description de quelques acquis de la mise en œuvre de cette approche participative au PNM.

Au stade actuel, il se développe petit à petit un climat de confiance entre les deux parties grâce à un travail de longue haleine amorcé depuis 2004 et renforcé en 2011 à travers une approche de conservation communautaire au Parc National de la Maïko. Pour promouvoir la participation des communautés locales, des cadres permanents de dialogue ont été mis sur pied (CCC et CLD) ainsi que leur structuration conformément à la Stratégie Nationale de Conservation Communautaire adoptée par l'ICCN et ses partenaires.

C'est dans ces cadres de concertation et d'échange que toutes les questions de conservation et de développement sont débattues et traitées par les communautés locales avec l'accompagnement technique de l'équipe de Conservation Communautaire du Parc. L'une de plus importantes rénovations apportées par ce nouveau mode de gestion du PNM est l'atténuation de l'hostilité existante et le rapprochement des populations locales aux gestionnaires du PNM à travers les Comités de Conservation Communautaire.

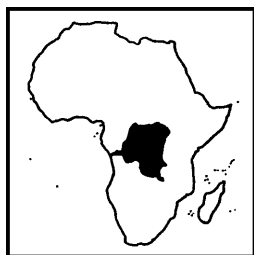
Au niveau des chefferies/secteurs riverains (Bapere en territoire de Lubero et Bitule en territoire de Lubutu), les

Comités de Conservation Communautaire (CCC) et les Comités de Développement Local (CLD) ont permis de recueillir une gamme de connaissances sur les aspirations des communautés riveraines et facilité la collecte des données socio-économiques dans la zone.

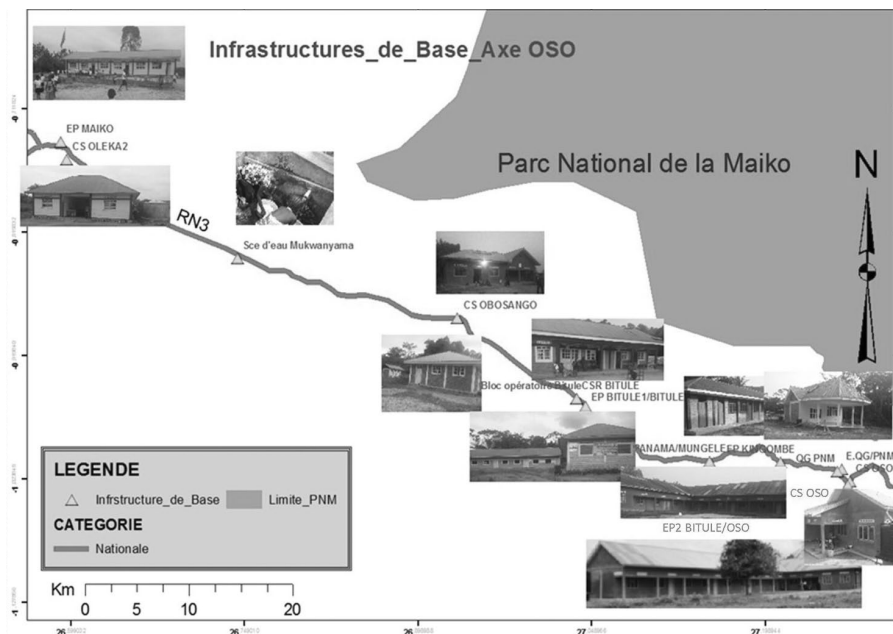
Conformément aux résultats des enquêtes socio-économiques menées, quelques actions ont été menées, notamment « l'importance de la biodiversité du PNM », la vulgarisation des lois sur la conservation de la nature, la chasse et la pêche, à l'élaboration des plans de développement locaux dans ces deux secteurs et le soutien aux activités alternatives aux ressources naturelles.

Pour améliorer les conditions de vie des communautés riveraines du parc, des projets de développement socio-économique ont été mis en œuvre. Il convient de signaler l'appui financier assuré aux Comités de Conservation Communautaire du Secteur Nord et Sud pour la réalisation des microprojets relatifs à l'agriculture, l'élevage des gros et petit bétail et à la pisciculture. Il s'agit du CCC Twabinga-Osele, CCC Kayumba-Babongombe¹, CCC Bondo-Banenu, du CCC Babongombe² et du CCC Okoku au Secteur Sud et du CCC Bandulu, CCC Ombole au Secteur Nord.

Les résultats d'examen des textes légaux portant création du PNM ont permis aux membres de la communauté de comprendre la logique du législateur et d'identifier les segments de limites faisant l'objet de contestation et de confusion. Après cette identification, des commissions mixtes/conjointes pour la matérialisation des limites contestées ont été mises en place. De ce fait, deux ateliers de formation organisés pour le renforcement des capacités des membres de commissions en techniques de collecte des données sur les limites, notamment sur des thèmes spécifiques comme la car-



R. D. CONGO



Infrastructure de base proche du Parc National de Maïko

Photos et carte: Boji Dieudonné/ICCN

tographie participative et l'utilisation du GPS pour prise des coordonnées géographiques.

Ensemble, les communautés riveraines et les gestionnaires du PNM ont amorcé le processus participatif de matérialisation physique des limites du PNM. L'étape d'analyse des textes légaux a abouti à l'adoption de 31 segments à l'unanimité au regard des énoncées de l'ordonnance-loi N°70/312 du 20 novembre 1970 portant création du PNM dans les trois secteurs. Les commissions mixtes de démarcation participative des limites du PNM ont amorcé déjà la collecte progressive des données sur les segments de limites du PNM et celles des réserves communautaires contiguës au PNM.

Par ailleurs, grâce à un partenariat local entre l'UGADEC et l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), trois réserves naturelles basées sur la gestion communautaire sont opérationnelles le long des limites ouest et sud du parc. Cette

combinaison d'efforts alliant parc national et initiatives de conservation basées sur la communauté offre le meilleur espoir pour rassurer le maintien de la biodiversité de cette région. En dépit des menaces très réelles et sérieuses auxquelles font face les populations animales dans le Parc National de la Maïko, cette implication des communautés riveraines, la mise en œuvre du Processus de démobilisation des groupes rebelles et le soutien de quelques partenaires permettent à



Cartographie participative

Photo: Boji Dieudonné/ICCN

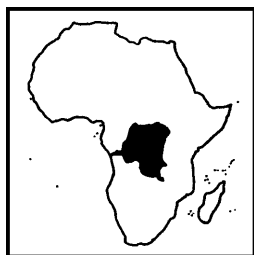
l'ICCN/PNM d'assurer les patrouilles régulières jusqu' à une couverture de plus ou moins 23% de sa superficie totale.

Bien que cette protection limitée et l'insécurité généralisée dans certaines zones du parc soit à la base de plusieurs menaces, une riche diversité de faune est toujours présente dans les trois secteurs du PNM qui demeure une zone de priorité pour la conservation globale. Au regard de cette priorité de conservation, l'implication des communautés locales dans la gestion du PNM est aujourd'hui perçue comme un élément incontournable pour la réhabilitation du PNM par les chefs coutumiers.

De part cette collaboration, des portions de terre ont été attribuées à l'ICCN pour rapprocher les postes de contrôle des limites du parc (quartier général, bureau des stations, poste de patrouille, camps de garde). Les autres concessions analogues ont été obtenues de la même manière à Bitule, à Mundo, Wandi, à Loya/Balobe, à Manguredjipa, à Mwamba, à Yongesa, etc. La concession qui abrite le quartier général du PNM à Osso est un espace attribué au parc par les clans de Bayugu, de Banali sous l'impulsion du Chef de Groupement à la personne de Monsieur Fazili Useni Musalabia de la communauté Kumu.

Seule la construction des premiers bâtiments du quartier général du PNM comprenant le corps de garde, le centre d'accueil, les Bureaux, les résidences du conservateur et des officiers et gîte touristique a été rendue possible 45 ans après sa création à travers la 1^{ère} phase du Projet de Réhabilitation de la Maïko sur financement de la Banque Mondiale.

Parmi les principaux impacts positifs de la mise en œuvre des actions de conservation communautaire, il convient de souligner également quelques aspects du changement de comportement des populations vivant au-



R. D. CONGO



Convention

Photo: Boji Dieudonné/ICCN

tour du PNM, notamment :

- la réduction sensible des conflits entre gestionnaires du PNM et communautés riveraines,
- la conversion de certains chefs coutumiers et leaders d'opinion jadis hostiles aux initiatives de conservation en véritables conservateurs de la biodiversité. Il s'agit du cas de l'ancien ministre provincial de la justice Alphonse Igwangozi, du cas du chef Kimputu de groupement Batikamwanga à Mungele et du cas du Chef Kongondo du Groupement Babongombe2 à Peneluta,
- plusieurs actes de braconnage dénoncés par les Comité de Conservation Communautaire et le comité de dialogue des réserves communautaires REGOLU, REGOUWA et REGOMUKI,
- la prise de conscience des parties prenantes (service de l'état, société civile, éco-gardes, ONG) qui ont compris que la conservation de la biodiversité est l'affaire de tous et non seulement une affaire des gestionnaires du PNM.

La volonté et les efforts de conservation des ressources naturelles fournis par les communautés riveraines du PNM se voient sensiblement réduits et/ou affaiblis par une faible collaboration interinstitutionnelle autour du

PNM. Cette faible collaboration ne favorise pas une solidarité entre les institutions et les acteurs clés de conservation qui sont sensés garantir un environnement propice au maintien de la biodiversité. De ce fait, la complicité de certains officiels (services étatiques) et de quelques éléments incontrôlés des FARDC dans les actes de braconnage est souvent décriée par ces communautés.

Les activités humaines dans le parc restent encore très abondantes. Bon nombre d'actes de braconnage sont perpétrés sous toutes les formes d'exploitation illégale sous la bénédiction de ceux-là qui se disent intouchables. Des pièges, des sites d'exploitation des minerais et des campements de chasse et de pêche sont toujours observés malgré les efforts conjoints fournis par les communautés et les gestionnaires du PNM. Les communautés locales demeurent extrêmement impuissantes face au pouvoir exorbitant détenu par les services étatiques et les groupes armés installés à l'intérieur du parc.

A plus de la fragilité de leur pouvoir et de leur légitimité, les membres des communautés riveraines restent pauvres, les alternatives étant quasi inexistantes et l'insécurité alimentaire très répandue. La viande d'élevage est disponible, mais également en quanti-



Démarcation des limites

Photo: Boji Dieudonné/ICCN

té insuffisante et chère, ce qui signifie que la plupart des familles rurales dépendent presque entièrement des animaux sauvages qu'ils piègent comme source principale de protéines.

Tous ces problèmes superposés les empêchent de prendre une position claire et décisive vis-à-vis de la préservation de la biodiversité biologique aux bénéfices des générations présentes et futures.

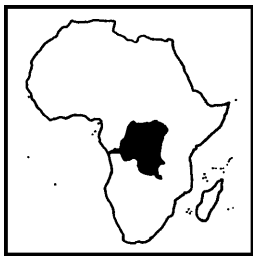
Boji Dieudonné et Staff Maïko

Participation au 8^{ème} Congrès Mondial des Rangers, tenu à Colorado du 21 au 28 mai 2016

La Fédération Internationale des Rangers, IRF en sigle est une association internationale sans but lucratif qui regroupe à son sein les rangers au niveau international qui ont choisi le métier d'éco-gardes comme protecteurs des écosystèmes dans le monde entier jusqu'au sacrifice suprême.

Au niveau mondial, nous avons un comité présidé par Sean Wilmore, qui a son siège en Australie. Dans chaque continent, l'association est aussi représentée par un comité qui se réunit une fois l'an. En Afrique, le siège de l'association est basé en Afrique du Sud avec une appellation Fédération Africaine des Rangers, FAR en sigle. En République Démocratique du Congo (RDC), l'association est dénommée ARC (Association des Rangers du Congo); il est présidé par le Directeur Jean Pierre Jobogo avec comme membres les Directeurs, Chefs de site et éco-gardes issus de l'ICCN, en carrière et ceux retraités.

L'IRF se réunit une fois chaque trois ans dans n'importe quel pays du monde selon le choix des membres et cela par consensus. C'est dans ce cadre que nous avons participé au 8^{ème} Congrès Mondial des Rangers (WRC) qui a eu lieu à Colorado aux États-



R. D. CONGO

Unis du 21 au 28 mai 2016. Le thème principal d'échange était la « Connectivité des parcs, les éco-gardes et les communautés »; en anglais « Connecting the Parks, Rangers and Communities ».

Le mobile de notre participation à ce congrès mondial des rangers était de pouvoir partager et échanger les expériences entre rangers travaillant sur terrain en rapport avec le thème mais aussi le cas spécifique de la RDC ou les gardes meurent comme des mouches pendant qu'ils exercent leur métier d'éco-garde. La délégation de la RDC à ces assises était composée du Directeur JP Jobogo, alors Président de l'ARC, Directeur De Dieu Bya'Ombe, Conseiller de l'ARC, Conservateur en Chef Edmond Nkulu Kalala, membre, Mme Germaine Muzuri, caissière de l'association, Mme Ewing Lopongo, membre et du Conservateur en Chef Boji Dieudonné, membre de l'ARC également.

Notre contribution (congolaise) était de montrer à l'opinion internationale

les défis dont font face les protecteurs des aires protégées de la RDC durant et après les périodes des conflits armés et les lourds tributs que payent nos ressources naturelles face à ces braconniers lourdement armés ainsi que la valorisation du métier de l'éco-garde congolais. Les exposés ont été très riches en lien avec le thème de la conférence et la célébration du centenaire de certains parcs des États-Unis; les rangers ont adopté à l'unanimité la tenue de la 9^{ème} conférence à Népal en 2019, la mise en place d'un contingent vert qui pourra intervenir partout où le besoin se fait sentir, l'élévation du Président de l'ARC au poste de vice-président africain, la reconnaissance des statuts de l'ARC et son logo au sein de l'IRF, la reconnaissance au niveau international des éco-gardes congolais tombés dans leur métier de protecteur, la valorisation et la négociation de l'assurance vie des éco-gardes au niveau mondial.

Boji Dieudonné



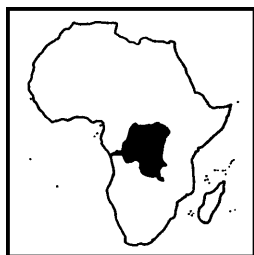
Nous remercions sincèrement JGI (Jane Goodall Institute) et Berggorilla & Regenwald Direkthilfe qui ont accepté de financer notre voyage et la prise en charge durant la conférence. Egalement, nous remercions Rob Muir et Karen Laurenson, Directeurs chez FZS (Frankfurt Zoological Society) qui ont amorcé les démarches pour canaliser l'appui de Berggorilla chez nous. Nous ne pouvons sans dire un grand merci aux organisateurs de cette conférence et spécifiquement au président de l'IRF, Sean Wilmore qui ne cesse d'encourager les efforts de l'ARC et l'engagement personnel de certains membres de l'ARC pour ce forum des protecteurs des aires protégées au niveau mondial. Enfin, un grand merci au Directeur Général de l'ICCN et son staff technique, qui a accepté de nous livrer un ordre de mission collectif en vue de représenter valablement la RDC d'abord à travers l'ICCN, ensuite à travers l'ARC et le Parc National de la Maïko dont nous avons représenté à cette conférence internationale des rangers.



La délégation congolaise au Sommet Mondial des Rangers Photo: ICCN

Cohabiter avec les gorilles : cartographie participative dans la Réserve Naturelle d'Itombwe

Le Massif d'Itombwe est l'une des zones les plus importantes pour la biodiversité dans la région du Rift Albertin. Il est surtout connu pour la découverte des gorilles des plaines de l'est ou gorilles de Grauer (*Gorilla beringei graueri*) au début des années 1900 (Dumenge & Schilter 1997; Plumptre et al. 2007). Le Massif d'Itombwe a été visité par des chercheurs soit pour des pros-



R. D. CONGO

pections et des études biologiques, soit pour des études sociales (Doumenge & Schilter 1997). La zone se situe dans l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) et elle est reconnue comme l'une des rares forêts de montagne de haute altitude de la région. Elle abrite ainsi un grand nombre d'espèces et possède un taux d'endémisme élevé (Doumenge & Schilter 1997; Plumtre et al. 2007; Mubalama et al. 2008).

Malgré ces efforts scientifiques, le classement de la zone a été effectif au début 2006, même s'il a été contesté par les communautés locales (Kujirakwinja et al. 2010, 2015). Les contestations exprimaient un sentiment de colère au sujet de l'interruption du processus participatif pour le classement de la zone. En 2008, les organisations de conservation et la société civile ont repris le dialogue et développé un plan global pour classer celle-ci en impliquant les communautés et les leaders locaux (Mubalama et al. 2013; Kujirakwinja et al. 2015). Bien que les limites convenues aient été légalement reconnues par le gouvernement de la RDC, certaines parties de la réserve connaissent une utilisation conflictuelle des terres pour la faune sauvage et les besoins des communautés. Les zones identifiées incluent la Vallée de Mwana et la région de Zombe.

Afin de résoudre ces problèmes, le consortium de planification pour Itombwe (cadre conjoint) a expérimenté un processus de zonage participatif pour des régions spécifiques avec communautés. La Wildlife Conservation Society (WCS) a développé une stratégie globale de plan de zonage qui a ensuite été appliquée sur le terrain avec des organisations et des structures locales engagées dans la conservation (RACCOMI, RACOD, IGH et AJIPD). Le processus a débouché sur un accord visant à protéger la zone à travers un zonage des forêts avoisinant les peuplements communautaires.

Partager la terre avec la faune sauvage

Les communautés locales vivent depuis longtemps avec la faune sauvage et l'accès à la viande de brousse a toujours été régulé par le chef traditionnel à travers des lois et des règles coutumières (Rodary et al. 2003). A Itombwe par exemple, la chasse aux gorilles et aux chimpanzés était interdite et principalement menée pour des cérémonies culturelles. La chasse aux autres espèces était censée être régulée par les croyances et règles traditionnelles. Certaines espèces étaient protégées par des tabous, d'autres par des croyances spirituelles. La faune sauvage faisait donc partie intégrante de la vie et de l'esprit des communautés (Cioc 2009). Elles partageaient la même forêt et la même terre, en dépit de la pratique d'une chasse de subsistance et d'utilisation reliée (Rodary et al. 2003). C'était le cas de la Vallée de Mwana dans le Massif d'Itombwe.

Plusieurs études et prospections biologiques ont identifié la Vallée de Mwana comme l'une des régions les plus importantes pour les grands singes et les grands mammifères dans la région d'Itombwe, bien que la zone soit également occupée par des populations humaines (Plumtre et al. 2009; Kujirakwinja et al. 2010). En raison de l'évolution des usages et droits fonciers, le Massif d'Itombwe est confronté à la dégradation des forêts et à la raréfaction des espèces dans la plupart des régions. On pense que les principaux facteurs sont l'exploitation du bois, la conversion des forêts en terres agricoles et en pâturages, l'exploitation minière artisanale et la viande de brousse (Kirkby et al. 2015; Plumtre et al. 2016). Malgré ces changements, la Vallée de Mwana demeure l'un des secteurs clés pour la conservation des gorilles et des chimpanzés car la forêt qui entoure les aires de peuplement humain possède un nombre plus élevé de grands singes que d'autres zones

(Mubalama et al. 2008; Plumtre et al. 2016).

Compte tenu du « conflit » d'intérêt de la région (besoins humains et besoins de la faune), la WCS et d'autres ont décidé de travailler avec les communautés pour élaborer un plan convenu d'utilisation des terres qui inclut la conservation des grands singes, l'accès local aux ressources et des zones de développement humain (Plumtre et al. 2013). Ce processus a duré environ deux ans car il a impliqué le recueil de données sur le terrain, la négociation entre les acteurs de la conservation, les ONG et les communautés locales ainsi que la validation par les leaders provinciaux.

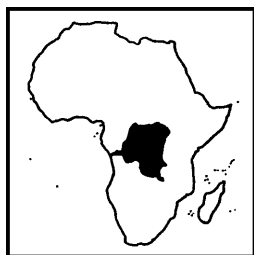
Approches

Les chercheurs en conservation ont reconnu la nécessité d'adopter des approches et des stratégies novatrices pour maintenir la biodiversité grâce à l'implication des parties prenantes (Berkes & Turner 2006). Dans l'est de la RDC par exemple, alors que les interventions en matière de conservation ont souvent ignoré le rôle des communautés dans la gestion et la planification forestière, les pratiques actuelles ont reconnu que minimiser les conflits avec les communautés en les impliquant dans divers processus pouvait conserver des habitats essentiels et la faune sauvage (Kujirakwinja et al. 2010).

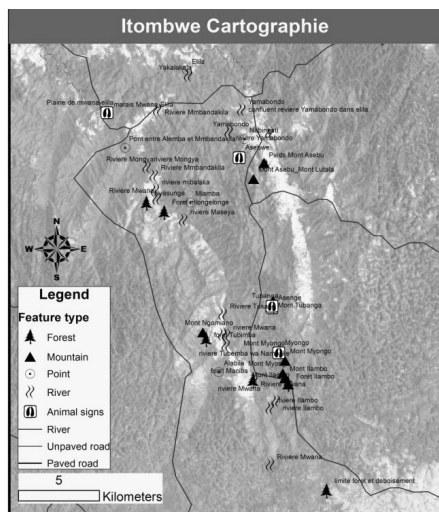
Pour s'assurer de la pleine participation des communautés, nous avons utilisé deux approches complémentaires : la conservation sensible aux conflits (Hammill et al. 2009) et la cartographie participative (Fonds International pour le Développement Agricole 2009).

Cartographie participative

Il existe une littérature abondante pour la cartographie participative pour assurer que les communautés et les experts travaillent ensemble pour définir les différentes utilisations des terres,



R. D. CONGO



Carte de la Vallée de Mwana à Itombwe. La carte montre l'emplacement de la faune, des forêts et des écosystèmes clés dans toute la vallée.

afin de répondre aux différents besoins au sein d'un même paysage. Dans le cas de Mwana, le processus comprenait (Fonds International pour le Développement Agricole 2009) :

- l'atelier des acteurs locaux pour décider du processus et s'engager à conduire la cartographie participative,
- des réunions locales pour identifier l'affectation spatiale des terres et les utilisations locales,
- la collecte de données sur le terrain sur différents sites et pour différentes utilisations,
- la cartographie SIG et la vérification sur place,
- la validation de la carte au niveau local,
- l'approbation de la carte par les chefs traditionnels et les leaders provinciaux.

Pour s'assurer que ces activités ne génèrent pas de conflits, leur mise en œuvre a été suivie et des ajustements réguliers ont été opérés afin de prendre en compte les points de vue opposés. Ceci est fait par le biais de réunions de

rapport et de planification (Hammill et al. 2009).

Résultats clés

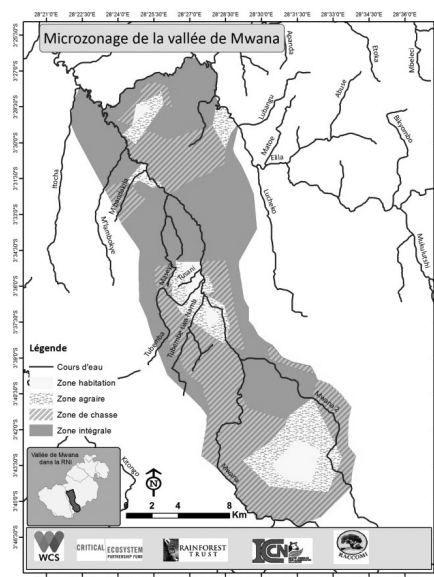
Soutien local de la part des communautés et des chefs traditionnels : les chefs traditionnels possèdent le pouvoir sur leur communauté et dans une certaine mesure sur la terre. Cependant à Itombwe les titulaires des droits fonciers se situent au niveau de la famille où la plupart des discussions doivent se produire et être validées par le chef. Trois réunions ont eu lieu avec les chefs traditionnels pour s'entendre sur le processus et s'engager à le soutenir. La deuxième réunion visait à rendre compte des progrès accomplis et la dernière à valider la carte générée tout au long de la cartographie. L'essentiel du travail de terrain a été conduit avec des représentants locaux choisis par les chefs locaux et leur comité. Le processus a donc été appuyé par les communautés, en plus des pièges identifiés par les organisations des communautés locales qui ont été impliquées plus tard.

Carte d'utilisation multiple pour la Vallée de Mwana : grâce au processus participatif, une carte générique élaborée au niveau du terrain a été intégrée au SIG pour obtenir une carte complète qui montre les différentes zones et leurs utilisations. A travers cet exercice, les communautés ont recensé les zones où se trouvaient les grands singes et les ont identifiées comme des aires protégées par les chefs locaux. Par conséquent, les réunions avec les communautés ont permis de localiser les régions où elles collectaient habituellement des ressources, y compris les zones de chasse et de collecte de miel. Des modifications ont été apportées aux cartes pour s'assurer que des corridors entre les zones de conservation soient établis et que les zones de chasse soient situées près des villages.

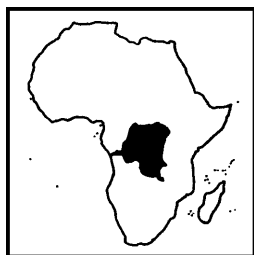
La carte a été validée au niveau provincial de façon à s'assurer que les principaux intervenants sont au courant du travail en cours sur le terrain. Les communautés étaient motivées par le zonage comme un moyen non seulement de protéger les grands singes si importants, mais aussi comme un potentiel pour le développement de la région étant donné son niveau de pauvreté et sa vulnérabilité. Pour s'assurer que les communautés soient impliquées dans la gestion de la zone, une unité communautaire locale de gestion a été créée et les droits d'accès aux ressources sont établis et appliqués.

Leçons apprises

Les actions de conservation dans les zones de conflit ou post conflit sont entravées par la vulnérabilité socio-économique des communautés locales. Elles manquent d'alternatives et de marché pour leurs produits agricoles et forestiers. Pour ce faire, les activités de conservation dans ces zones devraient



Carte de zonage de la Vallée de Mwana comprenant les peuplements humains, les zones d'élevage, de chasse et de conservation



R. D. CONGO

inclure des interventions de développement social pour s'assurer que les besoins des communautés sont intégrés dans les actions de conservation.

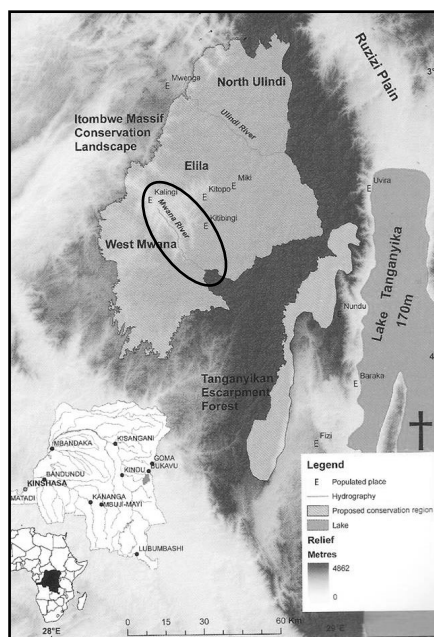
Les chefs traditionnels et les leaders locaux sont des acteurs clés de la plupart des interventions de conservation dans les zones isolées. Malgré les spécificités des zones en ce qui concerne les droits fonciers, ils symbolisent la culture locale et peuvent contribuer à faire converger les différents besoins.

Au niveau local dans les situations de conflit et post-conflit, la coopération entre les ONG internationales, les agences nationales et les ONG locales peut être un meilleur moyen d'effectuer des changements sur le terrain en partageant le pouvoir et les activités à mettre en place. Les ONG locales sont principalement gérées par des autochtones qui ont une meilleure connaissance des questions locales et des principales parties prenantes.

Le suivi des répercussions sociales et sociologiques des interventions de conservation est important au cours de tels processus, car cela permet de faire face aux controverses et de répondre aux intérêts contradictoires en impliquant davantage d'intervenants. Par conséquent, il est nécessaire de comprendre les intérêts individuels et le pouvoir, afin de s'assurer que ces facteurs ne bloquent pas le processus ou ne soient pas utilisés contre la conservation et les communautés locales par les élites locales.

Conclusion

La Réserve Naturelle d'Itombwe fait partie des « hotspots » de la biodiversité mondiale. Il s'agit d'un site majeur de conservation du Rift Albertin en raison de ses nombreuses espèces et de son taux d'endémisme. Ceci a conduit les biologistes et les conservationnistes à mener des recherches sur le terrain et à appuyer le processus légal de classement. Ce dernier était proposé depuis la fin des années 1960 mais a été



Carte du Massif d'Itombwe avec la Vallée Mwana

officiellement lancé au début des années 2000. Son classement en 2006 a été actualisé en 2016 avec une décision provinciale qui reconnaît les limites établies avec les communautés. Bien que ces frontières comprennent la conservation et de multiples usages, certaines zones contiguës aux peuplements humains possèdent des espèces clés comme les gorilles, les chimpanzés et les éléphants.

Après avoir identifié ces zones, une cartographie participative a été conduite dans la Vallée de Mwana afin d'identifier les zones clés qui ne devraient pas être déboisées et où l'impact humain (chasse, collecte de produits forestiers, peuplements) doit être limité. Avec les communautés et les acteurs locaux, la région a été divisée en différentes zones : conservation, peuplement humain, développement (élevage et pâturage) et zones de chasse.

Les principaux défis pour parvenir à mettre en œuvre ce plan sont de veiller à ce que les interventions de conservation incluent des interventions

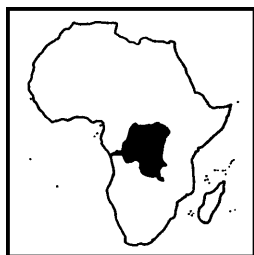
sociales car la zone est isolée et sa population compte parmi les plus pauvres du Rift Albertin. Les interventions essentielles pour assurer une utilisation durable des ressources dans cette zone comprenaient des études dans les zones de conservation, un suivi régulier de la faune sauvage, des programmes d'éducation environnementale et des activités de développement social telles que l'agriculture durable, l'apiculture, la construction d'écoles et de centres de santé.

Deo Kujirakwinja, Alain Twendilonge, Onésiphore Bitomwa, Olivier Kisumbu, Bienvenu Shamavu, Léonard Milenge Eo, Luc Lukaba, Fidèle Kavuba, Sébastien Mupenda et Jeannot Katembo

Ces activités ont été financées par l'UICN-SOS, Critical Ecosystem Partnership Funds, Rainforest Trust Foundation et Berggorilla & Regenwald Direkthilfe. Nous sommes également reconnaissants envers les membres du Cadre conjoint (Leonard Mubalama – WWF, Jean de Dieu Wasso – Africapacity) pour leur soutien et pour avoir participé à des réunions et des conseils techniques. Nous remercions le Dr. Andrew Plumpton, Andrew Kirkby et Guilain Mitamba pour leur soutien technique et la cartographie.

Références

- Berkes, F. & Turner, N. J. (2006): Knowledge, learning and the evolution of conservation practice for social-ecological system resilience. *Human Ecology* 34, 479–494
- Cioc, M. (2009): *The Game of Conservation: International treaties to protect the World's migratory animals*. Ohio (Ohio University Press)
- Doumenge, C. & Schilter, C. (1997): *Les Monts Itombwe*. UICN – Union mondiale pour la Nature, Brazzaville
- Hammill, A. et al. (2009): *Conflict Sensitive Conservation: Practitioners' Manual*. Winnipeg (IISD)
- International Fund For Agricultural Development (2009): *Good practices in participatory mapping*. Development: 59
- Kirkby, A. et al. (2015): *Investigating artisanal mining and bushmeat around protected areas: Kahuzi-Biega National Park and Itombwe Reserve*
- Kujirakwinja, D. et al. (2010): *Healing the Rift: Peacebuilding in and around protected areas in the Democratic Republic of Congo's Albertine Rift*. New York
- Kujirakwinja, D. et al. (2015): *The Conserva-*



R. D. CONGO

tion of Itombwe Nature Reserve: actions and challenges. *Gorilla Journal* 51, 3–8

Mubalama, L. et al. (2013): L'approche cadre conjoint comme stratégie de délimitation participative du massif forestier d'Itombwe et du Bushema. Pp. 246–258 in: M. Isumbisho (ed.): *Gouvernance des ressources naturelles collectives des écosystèmes fragiles dans la Région des Grands Lacs Africains*. CERUKI. HAL

Mubalama, L. et al. (2008): Using GIS to assess the status and conservation considerations of large mammals in the Itombwe Massif Conservation Landscape, Democratic Republic of Congo. *Nature et Faune* 23, 43–50

Plumptre, A. J. et al. (2007): The biodiversity of the Albertine Rift. *Biological Conservation* 4, 178–194

Plumptre, A. J. et al. (2009): Itombwe Massif Conservation Project: Delimitation and zoning of the Itombwe Natural Reserve for protection of great apes. New York

Plumptre, A. J. et al. (2013): Zoning planning for the Itombwe Natural Reserve

Plumptre, A. J. et al. (2016): Catastrophic Decline of World's Largest Primate: 80% Loss of Grauer's Gorilla (*Gorilla beringei graueri*) Population Justifies Critically Endangered Status: 1–13

Rodary, E. et al. (2003): Conservation de la nature et développement: l'intégration impossible? Paris (Karthala)

Boom de l'or le long de la rivière Ulindi

Le dragage artisanal est à la hausse

Le Sud-Kivu est le deuxième gisement d'or de la République Démocratique du Congo. Depuis la fin officielle de la guerre au Congo en 2003, le secteur artisanal de l'or est une source importante d'emplois et de ressource pour la population, fournissant un travail à des dizaines, si ce ne sont des centaines de milliers de personnes. En 2013, une nouvelle ruée vers l'or débuta sur une portion de la rivière Ulindi. Mais plutôt que de contribuer au développement de la région, la richesse aurifère profite aux groupes armés. Plus encore, tout un réseau de compagnies prédatrices ainsi que des officiels corrompus s'accaparent les plus gros bénéfices. L'ONG Global Witness estime qu'en 2014, plus de 94 % de l'or artisanal du Congo sont sortis du pays de manière illégale.

La région de Shabunda est caractérisée par de simples dragages artisanaux réalisés par des locaux – un travail très difficile et dangereux. Les plongeurs restent pendant des heures sous l'eau en aspirant le sable de la rivière à l'aide de tuyaux. Sur la barge à la surface, des assistants cherchent des paillettes d'or dans le sable, et s'ils en aperçoivent un peu, ces travailleurs n'ont pas le droit de bouger. L'or est collecté sur une natte tressée qui est secouée et tapée, avant d'utiliser du mercure pour le lier à l'or. Dans sa globalité, ce procédé a des impacts négatifs, non seulement sur la santé des gens, mais également sur l'écosystème de la rivière.

En revanche, des machines semi-industrielles de dragage mécanisé trainent en amont et en aval de la rivière Ulindi et récoltent de l'or alluvial grâce à un tapis roulant portant des seaux métalliques. Ils appartiennent à des compagnies comme la compagnie chinoise Kun Hou Mining company, qui emploie ses propres techniciens pour faire le travail. Comme nous le savons maintenant, la majorité de l'or produit par la compagnie disparaît (probablement passé en contrebande en dehors du pays) au lieu d'être exporté légalement, privant la province et l'État de revenus des taxes dont ils ont tant besoin; ne respectant absolument pas les lois minières ni les standards internationaux des chaînes d'approvisionnement. Alors que les documents officiels détenus par le Bureau Provincial de l'Agence Nationale des Mines SAESSCAM (Services d'Assistance et d'Encadrement de Small Scale Mining) établissent que la compagnie a produit 14 kg d'or au cours d'une période de 9 mois en 2014/2015, d'autres informations obtenues par Global Witness révèlent une production d'or de plus de 390 kg pour cette période, ce qui correspond à 15 000 000 \$. Il est probable, donc, que la majorité de l'or de la Kun Hou ait été vendu illégalement.

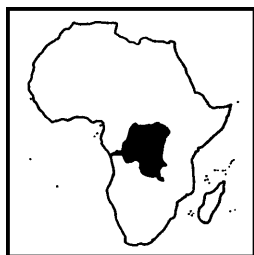
Les groupes armés bénéficient de l'or

Bien que la guerre civile soit officiellement finie depuis plus de 10 ans, les groupes armés continuent d'exister, et d'être source d'instabilité et d'abus dans la région. Une récente enquête a répertorié plus de 70 de ces groupes, et c'est le commerce de ressources naturelles qui les aident à se financer. Par exemple, les Raia Mutomboki, qui règnent le long des rives de la rivière Ulindi. Ils prélèvent des taxes sur les dragueurs fabriqués localement auprès des artisans mineurs, réclamant à chaque travailleur 10 g tous les 15 et 30 du mois. S'ils ne sont pas capables de payer, ils sont fouettés ou gardés dans des prisons de fortune afin d'obtenir de l'argent ou de l'or en échange de leur libération. De plus, les groupes armés reçoivent de l'argent par la Kun Hou Company. Ainsi, au plus fort du boom de l'or, ils auront gagné 25 000 \$ par mois et ces hommes armés préfèrent rester dans la forêt d'où ils peuvent vampiriser des activités de dragage d'or plutôt que de retourner dans leurs villages.

Il n'y a aucun doute qu'une meilleure régulation du commerce de l'or de l'est congolais est nécessaire pour désarmer et démobiliser ces combattants. En même temps, d'autres moyens de subsistance attrayants doivent être proposés aux populations. L'armée nationale congolaise a mené toute une série d'opérations ayant pour objectif de déloger les Raia Mutomboki de la forêt, mais les résultats n'ont pas été satisfaisants

Les agences négligent de gérer le boom

SAESSCAM est une agence gouvernementale qui a été créée pour soutenir les mineurs artisanaux en leur offrant des formations et une surveillance. Mais l'agence n'a pas réussi à leur fournir des équipements de protection, des outils ou des conseils, tout ce



R. D. CONGO

pour quoi elle est mandatée. Pas étonnant que les milliers de mineurs artisanaux de Shabunda soient confrontés à un taux de mortalité élevé. Au lieu de soutenir les populations locales, certaines agences coopèrent directement avec les groupes armés en taxant illégalement l'or ou même en délivrant de faux certificats d'exportation afin de cacher l'origine d'or illégal. En 2013, un audit de SAESSCAM mené par PricewaterhouseCoopers conclut que, 10 ans après sa création, les actions de l'agence peuvent être décrites comme le contraire de son mandat. Le même rapport reconnaît également beaucoup de problèmes dans l'organisation, ce qui empêche l'agence de remplir ses fonctions, y compris le manqué de qualification de ses employés, un nombre insuffisant d'employés, et des budgets alloués inadaptés. Le Gouvernement Congolais doit immédiatement prendre des mesures pour réformer SAESSCAM dans le Sud-Kivu et à travers l'est du Congo.

L'or de Shabunda disparaît

L'or généré au cours du boom de Shabunda, y compris celui produit par les dragueurs de Kun Hou, a été déguisé dans les documents d'exportation accessibles au public détenus par la Division des mines du Sud-Kivu. Officiellement, tout l'or d'origine artisanale du Sud-Kivu aurait été exporté d'un seul endroit : Walungu (qui est la seule mine officielle). Il n'y a pas de statistiques publiques disponibles sur la production d'or au cours du boom de Shabunda. En dissimulant la véritable origine de l'or, les autorités provinciales sapent les mesures nationales et internationales visant à rendre les chaînes d'approvisionnement en minéraux du Congo plus transparentes. La richesse minérale de l'est du Congo a le potentiel de générer des recettes indispensables, mais tant que le secteur de l'or artisanal est manipulé par des sociétés prédatrices, des groupes ar-

més et des fonctionnaires corrompus, cette richesse tombe dans les mauvaises poches.

Résumé des publications ci-dessous : Global Witness (2016): River of gold. How the state lost out in an eastern Congo gold boom, while armed groups, a foreign mining company and provincial authorities pocketed millions. www.globalwitness.org/en/campaigns/democratic-republic-congo/river-of-gold-drc/

Southern African Resource Watch (2015): Illicit gold trade and the Argor case. Conference Summary Report, 29–30.9.2015

<http://sarwatch.org/events/illicit-gold-trade-and-argor-case>

La réhabilitation des gorilles de Grauer au Centre GRACE

Le Centre GRACE (Gorilla Rehabilitation and Conservation Education) est le seul sanctuaire au monde pour les gorilles de Grauer devenus orphelins par le braconnage et le trafic des animaux de compagnie. Actuellement nous nous occupons de 14 gorilles (11 femelles et 3 mâles) qui varient de 18 mois aux 16 ans d'âge au Centre GRACE à Kasugho dans Nord-Kivu en RDC. Depuis son groupe de départ en 2010 le Centre a reçu un gorille par an en moyenne. Les nouveaux arrivés souffrent de plusieurs problèmes comme traumatisme psychologique et malnutrition, ainsi que des blessures physiques graves, tels que des os brisés. À leur arrivée pratiquement tous les gorilles n'ont pas encore l'âge du sevrage. Malgré le fait que c'est un dur combat pour les gorilles nous avons obtenu des bons succès dans nos efforts de réhabilitation.

Comme ça n'a jamais été fait avant, il n'existe pas de manuel explicatif pour la réhabilitation des gorilles de Grauer. Notre approche est de fournir un cadre

social et physique au plus proche possible de l'entourage naturel afin d'aider les gorilles à guérir et de les préparer pour la possibilité de leur relâche dans la brousse. Vu le fait que les institutions zoologiques sont des experts mondiaux au niveau de l'élevage des gorilles, nous consultons plusieurs zoos accrédités par l'AZA aux États-Unis et nous bénéficions de leur expertise sur le plan des soins vétérinaires pour gorilles, de nutrition, de l'ébauche des facilités, des recherches du comportement, de la sensibilisation de la population et de la gestion animalière. Pour donner de l'assistance sur place et pour la formation du personnel six zoos ont envoyé 24 experts en total au Centre GRACE. Durant toute l'année les experts des zoos donnent aussi du soutien en participant aux groupes consultatifs qui délibèrent mensuellement avec notre équipe en RDC. Nous collaborons également avec Gorilla Doctors pour les soins vétérinaires et nous opérons un programme continu des soins médicaux préventifs pour les gorilles et pour notre personnel.

Les gorilles orphelins de GRACE vivent dans un seul groupe social intégré. Puisque le mâle le plus âgé n'a



La femelle Pinga a une relation de mère de remplacement avec le jeune mâle Shamavu.

Photo: A. Bernard/GRACE



R. D. CONGO



Gorilles de GRACE dans leur vaste enclose forestier

Photo: GRACE

que 8 ans, il y a une femelle de 16 ans en tête. Dès que la santé d'un nouveau gorille est stable et dès qu'il (ou elle) est prêt quant à son comportement, le gorille est introduit au groupe. Pour les introductions nous suivons la hiérarchie et nous nous rassurons que le nouveau gorille soit d'abord accepté par la femelle alpha. Jusqu'à présent ce procédé s'est prouvé une réussite à 100 %.

Il y a plusieurs femelles adultes dans le groupe et nous étions chanceux que chaque nouveau gorille introduit a pu trouver une mère succédanée parmi elles. Ces mères substitues développent un comportement de vraie mère, comme porter leur enfant adoptif et dormir avec. Elles défendent aussi 'leur enfant' dans le groupe. Ces relations ont été probablement la clé au succès de nos introductions puisqu'elles donnent un support solide quand les jeunes effectuent leur retour à la vie avec des gorilles. Quelques-unes de ces relations ont même duré plusieurs années.

Les femelles adultes profitent aussi de leur rôle de mère substitue en leur donnant de l'expérience maternelle. Afin que les gorilles soient au plus possible des gorilles il n'y a pas de contact physique entre les humains et les gorilles une fois qu'ils sont dans le groupe.

Le Centre GRACE se situe dans de l'ancien habitat de gorille de Grauer et l'environnement est donc idéal pour ces gorilles. Nous avons pu ouvrir un enclos de 10 ha de brousse en 2015 et depuis les gorilles passent leurs journées dans cet habitat. Cet espace leur laisse plus de liberté à se nourrir seuls au lieu de compter exclusivement sur la nourriture provisionnée. Depuis des tours d'observations autour le périmètre du parc nous surveillons les gorilles toute la journée et nous avons pu enregistrer du comportement comme à l'état sauvage, tels que la construction des nids dans les arbres et la coordination des déplacements en groupe.

Bien que la forêt offre de la nourriture pour les gorilles, nous devons néan-

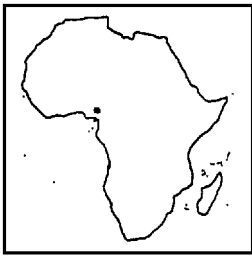
moins leur fournir des vivres afin de rester au niveau de leurs besoins diététiques. Avant nous avons collectionné de la végétation dans les bois environnants à ce but mais afin de créer une approche plus durable nous avons démarré une ferme pour aliments de gorilles en juillet 2016. Actuellement nous y cultivons des plantes alimentaires pour gorilles comme l'*Aframomum* et la *Pennisetum* ainsi qu'une grande variété de légumes. Cette année nous nous sommes mis ensemble aussi avec un expert nutritionniste animalier pour créer une recette pour croquettes qui serviront de complément alimentaire pour les gorilles. Ces croquettes sont à base des ingrédients d'origine locale et elles sont préparées quotidiennement au Centre GRACE pour les gorilles.

Un élément important de notre mission est de donner la possibilité aux Congolais d'apprendre sur les gorilles de Grauer et d'observer les orphelins au Centre GRACE. Notre intention est de stimuler la fierté du fait que ces gorilles vivent exclusivement dans cette partie à l'est de la RDC et de stimuler la sensibilisation à la conservation en générale. Par notre programme de visites locales nous recevons 200 écoliers et divers groupes communautaires par mois au Centre. À part de ça nous collaborons au développement et l'implémentation des activités de conservation avec des communes environnantes, comme par exemple la plantation des arbres (plus que 2500 arbres plantés dans la saison 2015–2016).

Nous allons continuer le développement de nos programmes pour l'éducation publique et nous envisageons d'élargir ces activités en 2017.

Sonya Kahlenberg et Jackson Kabuyaya Mbeke

Visitez notre site www.gracegorillas.org pour rester au courant de nos nouvelles, vous pouvez nous suivre sur Facebook (Grace4gorillas) ou avec Twitter (@GRACEgorillas).



CROSS RIVER

En route vers nulle part? La proposition d'autoroute dans l'État de Cross River

Après 16 ans de pouvoir continu par le Parti Démocratique Populaire (PDP) et des niveaux records de corruption et de mauvaise gestion, le Nigéria a élu en Mai 2015 un nouveau Président, Muhammadu Buhari du Congrès Pro-

gressiste (All Progressives Congress ou APC) sur des promesses d'anti-corruption. C'est la première fois dans l'histoire du Nigéria qu'un président en place perd des élections au profit d'un candidat de l'opposition. Le parti de l'APC a remporté la victoire dans la majorité des 36 états, mais le PDP conserve le pouvoir dans l'État de Cross River.

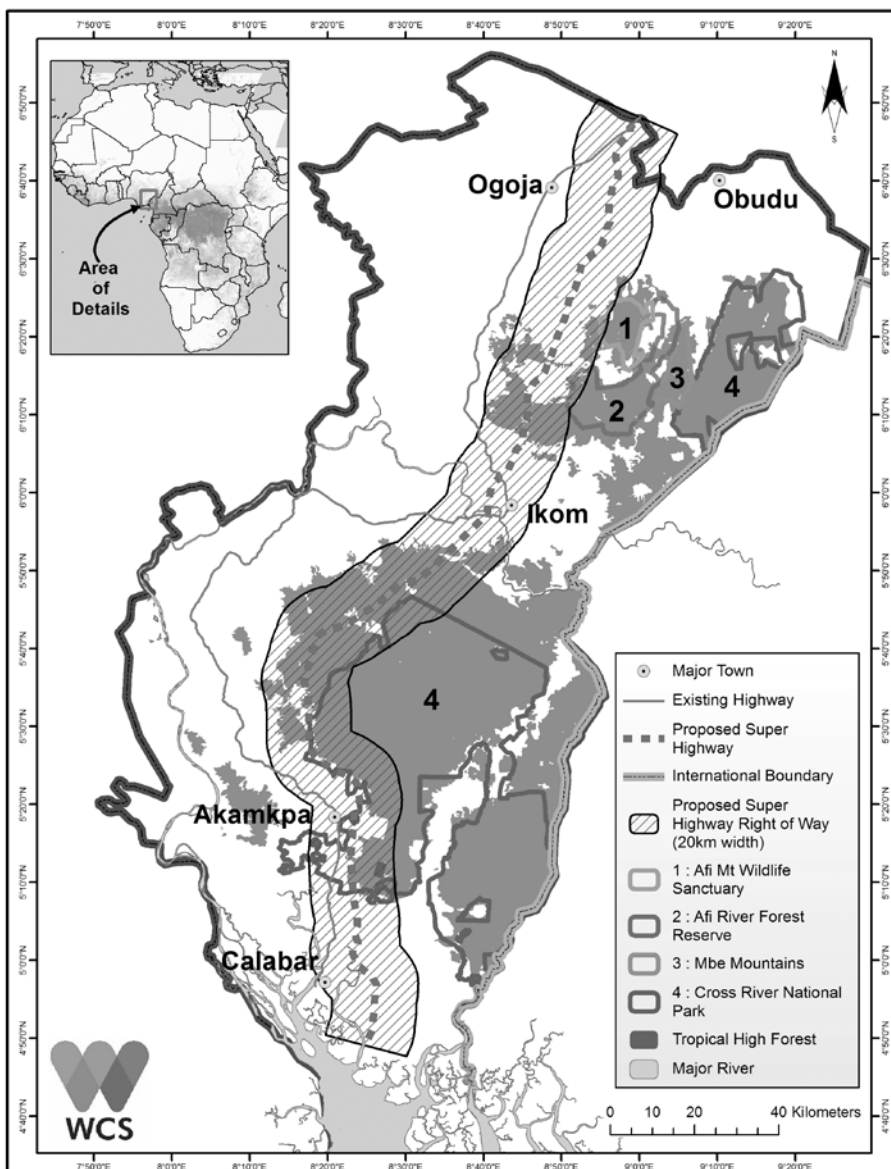
Le nouveau Gouverneur de l'État de Cross River, le professeur Bene-

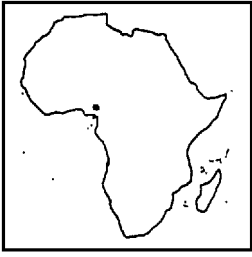
dict Ayade, a pris ses fonctions en mai 2015 et a aussitôt annoncé un certain nombre de nouveaux projets phares, comme la construction d'une Super-Autoroute reliant le nord-est du Nigéria à un nouveau port en eaux profondes à Bakassi. Il a également annoncé des projets d'usine de vêtements, de 5000 logements neufs et la création de 1000 emplois grâce à la mise en place d'une « police verte » pour protéger les forêts de l'État. D'autres projets ont été annoncés récemment, notamment la Calabar Rice City, une nouvelle compagnie aérienne connue sous le nom de « CallyAir », une usine pharmaceutique, un monorail ou une compagnie d'assurance médicale entre autres. Ses plans étaient très ambitieux et semblaient coûteux, mais, aveuglés par notre enthousiasme, personne ne semblait se demander d'où pourrait venir l'argent nécessaire, bien que le Nigéria se démène au prise avec la plus grande récession jamais connue et bien que Cross River soit le deuxième état le plus endetté du pays.

Dès lors, la question qui surgit aussitôt était de savoir si le nouveau Gouverneur continuerait à appliquer les politiques de conservation des forêts des deux Gouverneurs précédents, le sénateur Liyel Imkoke et Donald Duke. Liyel Imkoke était allé jusqu'à interdire toute exploitation forestière dans l'État et a activement promu Cross River comme un candidat pour REDD+ en partenariat avec l'ONU notamment, une décision approuvée internationalement. Donald Duke avait fermé une usine chinoise de contreplaqué alors qu'elle menaçait les réserves forestières de l'État. Les priorités du nouveau Gouverneur nous allaient bientôt être révélées.

Changement de politique: de préservation à exploitation des forêts

Le discours d'ouverture du Gouverneur Ayade a en effet donné le ton de sa po-





CROSS RIVER

litique. Il a déclaré publiquement que Cross River a

plus d'un million d'hectares de forêt vierge. Cette forêt est un atout qui est resté inexploité. Elle a été conservée au fil du temps sans exploitation et nous allons changer ceci pour aller de l'avant, nous allons passer de la conservation à la gestion des forêts, ce qui signifie que nous allons avoir besoin de deux à trois mille jeunes hommes qui seront responsables de la régénération de la forêt. En même temps que la déforestation pour le développement qui générera du contreplaqué et du placage pour l'exportation, nous investirons en parallèle et à grande échelle pour la régénération.

Les dés étaient lancés. En mai 2015, l'information a commencé à circuler que la nouvelle autoroute n'était pas un projet de rénovation de l'autoroute existante comme nous l'avions imaginé, qui, depuis de nombreuses années, était dans un état vraiment déplorable, mais une autoroute entièrement neuve, tracée au beau milieu de la division d'Oban dans le Parc National de Cross River! L'autoroute serait « une route numérique du XXI^e siècle » dotée d'une connexion Internet Wi-Fi, et comprendrait six voies reliant le nouveau port en eaux profondes de Bakassi à une petite ville à la frontière de l'État voisin de Benue, soit une distance d'environ 260 km. La raison d'être de l'autoroute semblait justifiée: proposer une voie d'évacuation pour le nouveau port maritime de Calabar qui réduirait la pression sur les ports maritimes existants au Nigéria et desservirait les villes du nord-est ainsi que le Tchad et le Niger enclavés au nord du pays. Malheureusement, la grande autoroute s'arrête à environ 1000 km de la frontière nord du Nigéria et le pays compte déjà huit grands ports maritimes. Beaucoup d'experts doutent que

la justification économique soit suffisante à construire un autre port maritime important à Calabar, d'autant que la rivière Calabar est relativement peu profonde et sujette à l'envasement, aggravé par l'exploitation forestière et le déboisement, de sorte qu'un dragage périodique et coûteux sera nécessaire pour maintenir l'accès au « port en eaux profondes ».

En septembre 2015, la cérémonie d'inauguration de l'autoroute par le Président Buhari a été annulée à la dernière minute lorsqu'on a réalisé qu'aucune Évaluation d'Impact sur l'Environnement (EIE) n'avait été effectuée comme l'exige la loi. Cette législation interdit les activités menées dans des zones sensibles en l'absence d'études obligatoires. L'intention de la loi d'EIE est de protéger la population et l'environnement de toute forme de dégradation de l'environnement résultant de projets de développement non planifiés. Bien que l'annulation ait causé pour le Gouverneur Ayade un embarras immense, un accord de compromis fut rapidement trouvé et une « EIE temporaire » fut délivrée par le Ministère Fédéral de l'Environnement pour permettre la cérémonie d'inauguration,

étant entendu qu'une EIE définitive serait soumise avant que tout chantier ne puisse débuter. Le président de la République fédérale du Nigéria Mohammed Buhari s'est rendu en grande pompe à Calabar le 30 octobre 2015 et a finalement mené la cérémonie d'inauguration sur invitation du Gouverneur Ayade. Cette loi a donné tacitement le consentement du Gouvernement fédéral au projet de l'autoroute, ce qui a conforté le Gouverneur qui en a renforcé sa campagne.

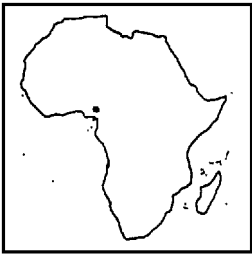
Le rôle des ONG dans l'opposition à l'autoroute

Le 20 octobre 2015, un groupe de 13 ONG internationales, ONG nationales et particuliers, dont la Société de Conservation de la Faune Sauvage (Wildlife Conservation Society, WCS), la Société Zoologique (Zoological Society) de Londres et Birdlife International, ont adressé une lettre au Président Buhari pour exprimer leur inquiétude au sujet de l'autoroute. La lettre exprimait son soutien au processus d'EIE alors en cours mais s'indignait que l'autoroute traverse le Parc National de Cross River. Une fois l'EIE finalement publiée, une deuxième lettre de 13



Et les bulldozers ont percé une large trasse à travers la forêt ...

Photo: WCS Nigeria



CROSS RIVER

ONG internationales, ONG nationales et particuliers, dont le Fonds mondial pour la nature (World Wide Fund for Nature), Fauna and Flora International et la WCS, a exprimé son trouble au sujet de l'EIE et a demandé qu'elle soit refaite. Plusieurs petites ONG de l'État de Cross River ont été activement impliquées dans la campagne contre l'autoroute, publiant des communiqués de presse et des lettres de protestation, certaines agissant au nom des communautés locales. Plusieurs poursuites contre le Gouvernement fédéral sont actuellement en cours. Ekuri Initiative (qui a reçu des distinctions internationales pour sa gestion des forêts), le centre de ressources et de développement de la forêt tropicale (Rainforest Resource and Development Centre) et NGO Coalition for the Environment ont été les plus actifs.

Avec le soutien de partenaires étrangers, une pétition de 254 000 signatures (34 000 signatures dans l'État de Cross River et 220 000 particuliers dans le monde se sentant touchés par la situation) a été remise en septembre 2016 au Président Buhari par l'intermédiaire du Ministère de l'Environnement à Abuja. Tant la presse (TV, radio

et journaux) que les médias sociaux se sont exprimés et ont relayé de nombreuses histoires sur la question. Le bureau nigérian de la Fondation Heinrich Böll a activement soutenu la campagne contre l'autoroute et Rainforest Rescue à Hambourg a aidé à organiser une pétition en ligne contre l'autoroute qui a généré près de 240 000 signatures à ce jour.

Un accaparement de terre à peine masqué?

Le 22 janvier 2016, le Journal officiel du Gouvernement de Cross River annonçait la révocation de tous les titres d'occupation traditionnelle via un « Avis de révocation de droits d'occupation pour usage public d'une terre, loi de 1987 » dans un couloir de 20 km de large sur la totalité de l'autoroute. Cette seule loi a dépossédé plus de 185 communautés. La superficie totale saisie par l'État s'élève à 5200 km², soit environ 25 % de la superficie totale de l'État. Les communautés qui avaient initialement soutenu l'autoroute se sont révoltées quand elles ont réalisé qu'elles avaient été dépossédées de leurs terres ancestrales du jour au lendemain. Beaucoup de gens dans l'état ont commen-

cé à appeler le projet de Super-Autoroute un accaparement de terre à peine masqué. Mais pourquoi s'accaparer ces terres?

Bien que l'EIE n'ait pas encore été finalisée, le Gouverneur Ben Ayade était impatient de démarrer le chantier. Suite à la confiscation de terres le mois précédent, un certain nombre de bulldozers sont entrés dans la forêt en février 2016 et ont commencé à défricher et à abattre des arbres. Bien que certaines communautés dans l'Ancien et le Nouvel Ekuri aient empêché les bulldozers d'entrer dans leur forêt, d'autres machines apparurent aussitôt dans les communautés situées au sein de la zone de Gouvernement local de Boki.

Des milliers d'arbres abattus le long de la route ont été rapidement convertis en bois précieux et ont mystérieusement disparus. Aucune compensation n'a encore été versée à ces milliers de fermiers dont les propriétés ont été détruites par les bulldozers.

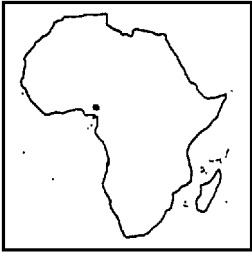
Contexte

Le Parc National de Cross River est proposé pour le *Programme sur l'Homme et la Biosphère* de l'UNESCO et il est un site potentiel du *Patrimoine Mondial*, le site le plus riche au Nigéria pour sa biodiversité et l'un des sites les plus riches d'Afrique. Il est reconnu comme un *Centre de Diversité Végétale* par le WWF et l'Union Internationale de Conservation de la Nature (UICN), et comme une *Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux* par Birdlife International. En effet, l'importance biologique des Collines d'Oban a été identifiée dès 1912, lorsqu'une grande partie de la zone a été déclarée réserve forestière. En 1991, la Réserve Forestière d'Oban a été aménagée pour créer la division d'Oban du Parc National de Cross River, que l'autoroute devrait traverser. La division d'Oban couvre une superficie d'environ 3000 km² de forêt tropicale de plaine. C'est la plus grande



... les bûcherons sont arrivés et bientôt les troncs avaient disparu!

Photo: WCS Nigeria



CROSS RIVER

zone de forêt tropicale à canopée fermée au Nigéria et elle est contiguë au Parc National de Korup, au Cameroun. Dans l'État de Cross River, les Collines d'Oban sont un bassin drainant extrêmement important, avec des pics entre 500 et 1000 m, donnant lieu à de nombreuses rivières qui garantissent un approvisionnement permanent en eau douce à des centaines de communautés en aval. Les Collines d'Oban faisaient partie, en Afrique, d'un des refuges de forêt tropicale de plaine au cours de la dernière période glaciaire. Cette zone est devenue un sanctuaire riche d'espèces et d'espèces endémiques, en particulier pour les primates, les amphibiens, les papillons, les poissons et les petits mammifères. Oban est une zone internationalement reconnue pour sa biodiversité et contient un grand nombre d'espèces rares et en voie de disparition telles que le chimpanzé du Nigéria-Cameroun (*Pan troglodytes ellioti*), le drill (*Mandrillus leucophaeus*), le colobe roux du Cameroun (*Procolobus preussi*), le léopard (*Panthera pardus*), l'éléphant de forêt d'Afrique (*Loxodonta cyclotis*) et le picatharte du Cameroun (*Picathartes oreas*), ainsi que 75 espèces de plantes endémiques au Nigéria.

Analyse de l'EIE

L'EIE fut finalement soumise au Gouvernement fédéral du Nigéria en mars 2016 pour être approuvée et fut distribuée en vue de recueillir des commentaires publics en avril 2016. La Ministre de l'Environnement, Amina Mohammed, nomma un comité d'examen indépendant pour évaluer l'EIE. Le volumineux rapport était de 443 pages et avait été préparé par PGM Nigeria Limited pour le compte du Gouvernement de Cross River. Un examen professionnel du document a été conduit par la Gestion des Ressources Environnementales (Environmental Resource Management ou ERM) et leur

Les Gorilles de Cross River ne se trouvent que dans la division d'Okwangwo du Parc National de Cross River, une région qui ne serait pas touchée par la future autoroute, et ils ne sont pas présents dans la division d'Oban du Parc National de Cross River. Cependant, l'itinéraire proposé longe le bord occidental du Sanctuaire pour la Faune Sauvage d'Afi Mountain (Afi Mountain Wildlife Sanctuary ou AMWS), qui est la zone d'habitation centrale du gorille de Cross River. D'autre part, le couloir de 20 km menace une partie de la Réserve Forestière de la Rivière Afi, qui est un corridor important reliant l'AMWS aux monts Mbe et à la division d'Okwangwo dans le Parc National de Cross River.

rapport a conclu que le projet d'EIE était totalement inadéquat et a identifié 11 lacunes majeures:

- 1 Le processus de détermination de l'impact était inadéquat et n'a fourni aucune information sur la justification ou sur le processus analytique adopté.
- 2 Les données de référence étaient vagues, incohérentes, souvent contradictoires et souvent incorrectes.
- 3 La description du projet était fondamentalement erronée et n'a pas tenu compte des répercussions critiques du corridor de 20 km de terrain acquis par le Gouvernement de l'État de Cross River le long de l'ensemble de la route proposée.
- 4 Il n'y avait pas d'analyse coûts-bénéfices pour chacune des routes proposées et aucune justification claire en faveur de l'autoroute, ni de raisons pour construire une nouvelle route au lieu de moderniser l'autoroute existante.

5 L'EIE n'a pas tenu compte des répercussions de l'autoroute sur les aires protégées à proximité, à savoir le Parc National de Cross River, le Sanctuaire pour la Faune Sauvage de la Montagne Afi, la Réserve Forestière de la Rivière Afi, la Réserve Forestière de la Rivière Ukpon et la Réserve Forestière de Cross River Sud.

6 L'engagement des parties prenantes était extrêmement limité et ne répondait pas aux normes acceptées, telles que définies par la législation nigérienne et les pratiques internationales.

7 L'EIE n'a pas identifié les mesures requises pour contrôler une réduction efficace de l'impact dû à l'autoroute.

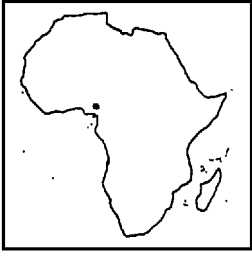
8 Les mesures de réduction d'impact ont été décrites au niveau conceptuel uniquement et les propositions pour leur mise en place étaient insuffisantes.

9 L'EIE n'a pas mentionné la présence de nombreuses espèces rares et en voie d'extinction dans la zone, telles que le colobe roux du Cameroun (*Procolobus preussi*) et le crocodile à nuque cuirassée (*Mecistops cataphractus*) classés tous deux par l'UICN en *danger critique d'extinction*, et n'a pas mentionné non plus les répercussions possibles.

10 L'étude socio-économique s'est concentrée sur seulement 21 communautés alors que l'on estime que le couloir de 20 km abrite plus de 180 communautés qui seront touchées par le projet proposé. L'impact total sur ces communautés, sur leurs moyens de subsistance et leur vulnérabilité n'a pas été évalué. Et enfin :

11 Aucune donnée sur le patrimoine culturel n'a été prise en considération.

Il était donc impossible d'identifier efficacement les retombées potentielles



CROSS RIVER

du projet ou de recommander des mesures de réduction adéquates. Une réunion publique a eu lieu à Calabar en juin 2016 pour permettre à toutes les parties prenantes de présenter leurs points de vue et opinions au comité d'examen. L'EIE a finalement reçu une mention de classe « D » pour ses oublis et ses erreurs flagrantes et une nouvelle étude a été commandée.

« Le Nigéria a besoin de meilleures routes, mais c'est l'un des projets d'infrastructure les plus mal conçus que nous ayons jamais vu », a déclaré le professeur William Laurance, scientifique environnemental à l'Université James Cook en Australie et directeur d'ALERT (Alliance of Leading Environmental Researchers and Thinkers – Groupe Phare de Chercheurs et Penseurs sur l'Environnement).

D'où proviennent les fonds ?

On sait que la société allemande de construction Liebherr a participé à plusieurs réunions avec le Gouverneur de l'État de Cross River, mais il n'est pas encore clair s'ils sont intéressés par un investissement direct dans le projet de l'autoroute ou simplement par la vente des machines nécessaires à la construction du port en eaux profondes et de l'autoroute. Une information plus sûre néanmoins serait que plusieurs entreprises chinoises aient offert d'aider à financer la construction du port et de l'autoroute. Certaines d'entre elles n'ont pas caché être également intéressées par « une agriculture mécanisée si un environnement propice était créé ». Le secteur agricole nigérian a été négligé depuis la découverte de pétrole en 1956 et a besoin de revitalisation et d'investissements urgents. Mais où va-t-on trouver les terres nécessaires à ce grand projet d'agriculture mécanisée ? L'hypothèse a été souvent reprise que les terres confisquées à plus de 180 communautés locales se trouvant dans le couloir de 20 km le long de la route se-

raient fournies à ceux qui souhaitent investir dans le projet. Beaucoup ont également spéculé que les bénéfices de l'abattage des arbres seraient à eux seuls énormes et que la terre pourrait alors être plantée de palmiers à huile.

Statut actuel: Une EIE révisée a été soumise au Ministère de l'Environnement du Gouvernement fédéral en septembre 2016 et est actuellement en cours d'évaluation. Les premières indications disent que le document ne satisfait toujours pas aux normes de base et que:

- Il n'y a toujours eu ni consultation publique ni dialogue avec des intervenants importants comme le Parc National de Cross River.
- Les arguments économiques pour des projets alternatifs comme la modernisation de l'autoroute existante ont été bâclés.
- Les données de référence sont toujours absentes ou faibles.
- On n'a pas tenu compte des répercussions du corridor de 20 km sur la biodiversité des aires protégées adjacentes que sont notamment le Parc National de Cross River.
- On n'a pas tenu compte de l'impact sur plus de 185 communautés dépendantes de la forêt qui seraient déplacées à la suite de la construction de l'autoroute.

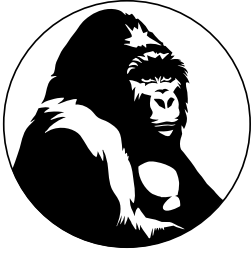
Il reste à savoir si le Gouvernement fédéral acceptera ou rejettera l'EIE révisée. Le Nigéria est la nation la plus prospère d'Afrique, son développement est nécessaire pour stimuler et diversifier l'économie qui s'est appuyée uniquement sur le pétrole depuis des décennies. En outre, le Nigéria est une république fédérale qui fonctionne à la fois avec les lois fédérales et les lois nationales. Le Gouverneur de l'État de Cross River détient des pouvoirs exécutifs sur l'état qu'il gouverne en tant que Gouverneur élu. Certaines mesures peuvent être prises par le Gou-

vernement national que le Gouvernement fédéral ne sera pas en mesure d'arrêter. Auquel cas, il conviendrait de persuader le Gouvernement national de suivre la voie de la raison et la procédure régulière.

Ces plans de déforestation massive sans précédent coïncident paradoxalement avec la signature par le Président Buhari de l'Accord de Paris sur le changement climatique, le 22 septembre 2016, et l'engagement du Nigéria dans le cadre de l'effort mondial visant à inverser les effets négatifs du changement climatique. Au cours du même mois, au Nigéria, une nouvelle stratégie d'un montant de 12 millions de dollars a été approuvée pour le pays par le programme des Nations Unies pour la réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts (UN-REDD+ ou United Nations Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation Plus). Le nouveau programme visant à encourager la lutte contre le changement climatique par l'amélioration de la gestion forestière a été validé par des dirigeants et des experts de la conservation, du climat et du développement. A l'essai dans l'État de Cross River, le programme est géré conjointement par trois organismes des Nations Unies: le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (ONUAA ou, en Anglais, FAO pour Food and Agriculture Organisation). Son but est de créer une valeur financière pour le carbone stocké dans les forêts, offrant des incitations pour les pays en développement à réduire les émissions des terres boisées et à investir dans le développement durable et un faible taux de carbone.

Une mise à jour sur l'autoroute sera fournie dans la prochaine édition de Gorilla Journal.

Andrew Dunn



GORILLES

L'habitué des gorilles pour la recherche et le tourisme au Parc National de Loango

Les deux composantes de la conservation des gorilles sont la recherche et le tourisme. La recherche fournit les informations de base sur le répertoire comportemental et écologique naturels d'une espèce, et elle permet d'évaluer l'efficacité des stratégies de conservation. Le tourisme fournit, lui, des apports financiers qui sont nécessaires au développement des activités de conservation et de sensibilisation sur les grands singes. Les gorilles de montagne (*Gorilla beringei beringei*) ont été étudiés de façon intensive pendant des décennies et l'écotourisme a prouvé qu'il était une stratégie de conservation efficace. En revanche, malgré leur bien plus grande aire de répartition et une population de taille plus importante, seuls quelques groupes de gorilles de l'ouest (*Gorilla gorilla gorilla*) ont été habitués avec succès, dans quelques rares endroits. Depuis la fin des années 1990, les gorilles de l'ouest n'ont été habitués qu'à Bai Hokou (République Centrafricaine), à Mondika (République du Congo) et, plus récemment, à Moukalaba-Doudou (Gabon).

Il en résulte que nous en savons relativement peu sur les gorilles de l'ouest comparé aux gorilles de montagne. Pour pallier à ce problème, l'Institut Max Planck pour l'Anthropologie Evolutive a lancé un projet d'habitué de gorilles de l'ouest à la fois pour la recherche et pour le tourisme dans le Parc National de Loango, au Gabon, en 2005. Les principaux objectifs de ce projet étaient de mieux connaître l'écologie, le comportement et la démographie des gorilles de l'ouest, mais aussi d'établir le tourisme pour les gorilles comme une stratégie de conservation, avec les autorités gabonaises en charge des parcs nationaux.



Le dos argenté Kamaya dans un arbre d'Iroko Photo: Martha M. Robbins

Parce que les gorilles sont naturellement effrayés par les hommes, il est nécessaire de les habituer à la présence humaine. L'habitué est un processus répétant les contacts neutres avec des observateurs humains, afin que les gorilles perdent progressivement leur crainte des hommes dans le but de rendre possible leur observation à faible distance. Il peut prendre seulement 1 à 2 ans pour habituer des gorilles de montagne, alors qu'il peut prendre jusqu'à 5 ou 6 ans pour habituer un groupe de gorilles de l'ouest. Le premier challenge est déjà de trouver les gorilles, parce que sans rencontrer de gorilles, il est impossible de les habituer. Les gorilles de l'ouest vivent en faible densité dans la forêt, ce qui signifie que la probabilité de simplement les rencontrer par hasard en marchant dans la forêt est faible. Malgré

tout, il est possible d'observer des empreintes, des restes de plantes qui ont été mangées ou des crottes. A partir de ces indices, vous pouvez suivre leurs déplacements dans la forêt, si vous avez été suffisamment formé pour détecter les traces laissées qui sont souvent extrêmement subtiles et difficiles à voir. Les gorilles de montagne vivent dans un environnement où la végétation terrestre, composée d'herbes et d'arbustes, est dense. Les endroits où ils sont passés sont ainsi relativement plus faciles à voir, ce qui facilite aussi leur pistage. Cela explique en partie pourquoi leur habitué prend moins de temps que celle des gorilles de l'ouest.

Le pistage sur la plupart des sites d'observation des gorilles, y compris à Loango, repose sur les Pygmées, un peuple qui a été marginalisé à travers



GORILLES

toute l'Afrique et qui a peu d'opportunités d'emploi. En travaillant comme pisteurs, ils sont en mesure d'utiliser leurs compétences et leur connaissance traditionnelle de la forêt tropicale et de sa faune. Cela apporte une aide inestimable au processus d'habituation des gorilles de l'ouest.

Une fois les gorilles trouvés, l'étape suivante est de les convaincre que nous ne représentons pas une menace et que nous sommes des éléments neutres dans leur environnement, que nous faisons partie du paysage. Malgré tout, au début, leur réponse typique est de fuir dès qu'ils aperçoivent un humain. Cela peut prendre des mois et des mois avant d'observer un changement de comportement comme un individu qui attend quelques minutes avant de partir en courant. Et il faut encore bien plus de temps avant qu'ils n'osent exprimer des comportements normaux face à des gens. De plus, si les gorilles se sentent menacés à faible distance, le mâle à dos argenté va se défendre et défendre son groupe en chargeant. Malgré tout, ces charges sont avant tout des démonstrations, car la plupart des animaux ne cherchent pas à attaquer afin d'éviter d'être blessés eux-mêmes. Progressivement, les gorilles acceptent de plus en plus, et éventuellement développent une « confiance » envers leurs observateurs humains, et nous permettent d'observer leur façon de vivre.

Nous avons connu de « faux départs » dans l'habituation des gorilles à Loango. Initialement, nous étions dans une région où vivent très peu de gorilles, ce qui rendait difficile de suivre constamment le même groupe. Dans un deuxième temps, nous avons déplacé notre lieu de travail dans une zone qui comprenait plus de forêts secondaires et de marais. Nous nous sommes concentrés sur un groupe pendant 1 à 2 ans, période au cours de laquelle la taille du groupe a diminué par moment (moins de 7 go-

rilles), ce qui était loin d'être optimal pour le tourisme ni pour la recherche. En 2009, nous avons commencé à habituer le groupe Atananga, qui comprend actuellement 16 gorilles : 1 dos argenté, 6 femelles adultes, 4 juvéniles et 5 petits. Nous sommes aujourd'hui capables de passer 8 heures ou plus avec le groupe.

Loango est écologiquement distincte des autres zones où les gorilles avaient été étudiés. Cette région comprend une mosaïque de types d'habitat, incluant la forêt côtière, la savane, des marais, de la forêt secondaire et de la forêt primaire. Plusieurs herbes et plusieurs fruits habituellement consommés par les gorilles sur d'autres sites sont absents à Loango, ou s'y trouve en faible abondance. Nous avons enregistré de grandes différences dans l'écologie alimentaire des gorilles de Loango comparés à ceux d'autres sites. C'est pourquoi cette zone nous offre l'opportunité de mieux comprendre la flexibilité écologique et comportementale dont les gorilles peuvent faire preuve. Nous utilisons un protocole de collecte des données qui est similaire à celui que j'utilise sur mon projet à long terme au Parc National Impénétrable de Bwindi, en Ouganda, ce qui nous donne la possibilité d'effectuer des comparaisons directes entre les deux espèces de gorilles.

Le projet est géré conjointement avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN), autorité gabonaise de gestion des parcs nationaux. Le tourisme pour les gorilles a débuté en juin 2016 et jusqu'à aujourd'hui, environ 10 visites de touristes ont eu lieu. Actuellement, l'ANPN limite le tourisme à seulement 2 jours par semaine, et nous suivons les recommandations de l'UICN pour le tourisme des grands singes. Cela inclut de n'accueillir que 4 touristes par heure de visite chaque jour, de maintenir une distance minimale de 7 m entre les gorilles et les humains, et de porter des masques chirurgicaux

afin de réduire le risque de transmissions de maladies humaines aux gorilles. Nous collectons également des données sur le comportement des gorilles afin de savoir si ce tourisme a un impact négatif sur les gorilles.

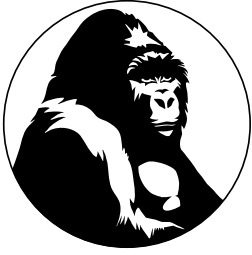
Rendre visite aux gorilles de l'ouest est une expérience différente de celle vécue avec les gorilles de montagne, en partie parce que les gorilles de l'ouest passent plus de temps dans les arbres, parce que les individus se tiennent à une distance plus importante les uns des autres, et parce qu'ils se déplacent plus au cours de la journée. Il est important de se rappeler que les gorilles de l'ouest et les gorilles de montagne sont bien des espèces différentes, vivant dans des habitats très différents, ce qui les rend d'autant plus intéressant à observer dans la nature.

Venir à Loango depuis Libreville est faisable en une journée et il y a des installations pour les touristes dans le parc. D'autres intéressantes découvertes sont à venir avec ce projet : restez à l'écoute!

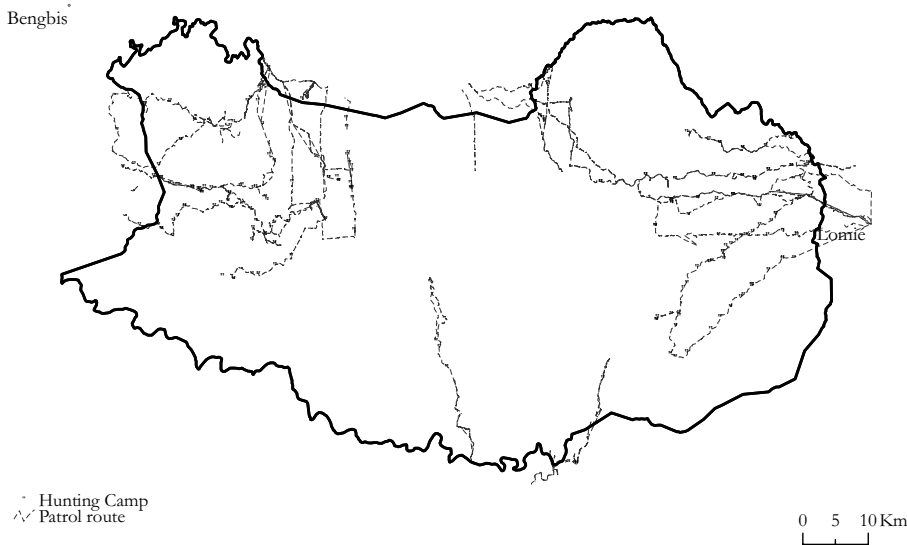
Martha M. Robbins

La traversée du Dja

Le plan d'action de conservation pour les gorilles des plaines de l'ouest et les chimpanzés d'Afrique centrale identifie 18 paysages prioritaires (UICN 2014). L'un d'entre eux est celui du Dja avec les 5260 km² de la Réserve de Faune du Dja (RFD), classé site du patrimoine mondial depuis 1987. Malheureusement il est de plus en plus évident que la valeur universelle exceptionnelle de cette aire protégée fait face à des menaces de plus en plus pressantes. La chasse est présente à un niveau alarmant, et l'agro-industrie ainsi que le développement des infrastructures accélèrent les menaces. Sans mesures adéquates de contrôle, ce site important sera bientôt sur la liste du patrimoine mondial en péril.



GORILLES



Fiches de suivi des patrouilles sur les zones de patrouille, février 2015 à mars 2016 et total des camps de chasse enregistrés

L'Initiative pour les Grands Singes Africains (AAI) de la Fondation pour la Faune sauvage Africaine (AWF) : Ce programme a pour ambitieux objectif de protéger des populations représentatives des 9 sous-espèces de grands singes africains et de leur habitat important (Dupain 2013). A la mise en œuvre de l'AAI et en accord avec le Plan d'Action de l'UICN, la Réserve de Faune du Dja a été identifiée comme un site prioritaire. Des missions d'évaluation conjointes permettant d'identifier les besoins prioritaires ont révélé une forme caractéristique du syndrome de conservation : plusieurs projets actifs de conservation à la périphérie de cette zone, mais aucun effort anti-braconnage efficace au sein de la RFD. Le braconnage était et reste monnaie courante. En réponse à cela, soutenue par un accord signé avec le Service de Conservation-RFD (SC-RFD), l'AWF a offert son soutien pour des patrouilles anti-braconnage vérifiables et comptables grâce aux outils CyberTracker et SMART.

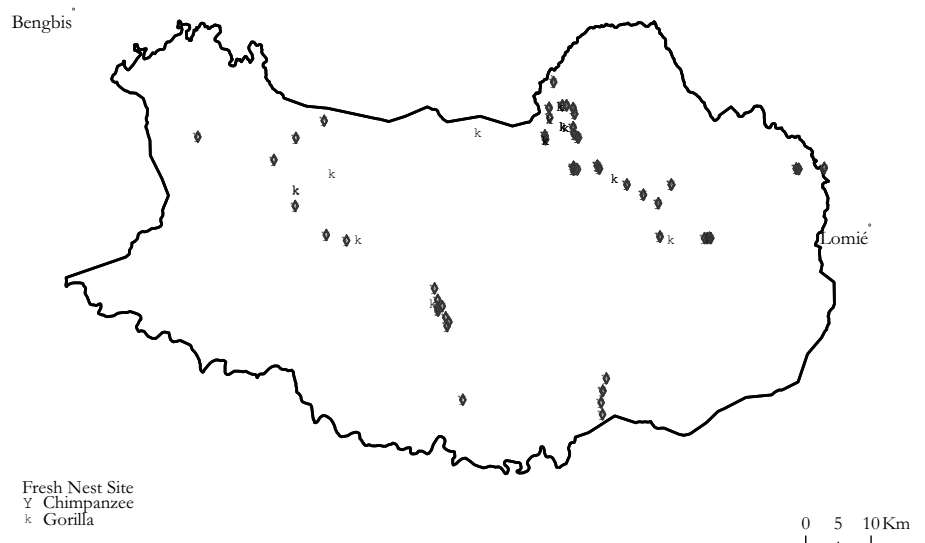
Durant la mise en œuvre initiale, nous avons été témoins d'un bracon-

nage incontrôlable largement répandu à travers la Réserve de Faune du Dja. Nous avons commencé à douter de l'efficacité de nos efforts de conservation. Simultanément, nous avons été confrontés à un ensemble de récits sur l'absence/la présence d'éléphants, de grands singes, de grands mammifères,

de camps de chasse permanents et de braconniers professionnels dans la zone cœur de ce site du patrimoine mondial.

Ces contradictions au sujet du statut du cœur de la réserve ont poussé l'AAI à conduire une mission de 5 jours du sud au nord de la RFD en avril 2015. L'objectif était d'obtenir un aperçu qualitatif de première main sur le statut de la faune sauvage et du braconnage au cœur de la réserve. Les résultats de la traversée, bien que biaisés et qualitatifs, ont confirmé que le braconnage était une menace sérieuse. Le nombre élevé inattendu de camps de chasse permanents rencontrés et les récits des braconniers confondus dans la RFD ont confirmé le besoin urgent d'un changement de stratégie pour assurer une protection efficace.

Ce rapport résume les activités qui ont conduit à la mise en place de la stratégie actuelle de l'AAI pour protéger la valeur universelle exceptionnelle de ce site du patrimoine mondial, y compris les résultats des patrouilles anti-braconnage utilisant CyberTracker/SMART en 2015–2016. L'observation des patrouilles a fourni des in-



Distribution des sites frais de nidification des chimpanzés et gorilles



GORILLES

formations sur la modélisation spatialement explicite des menaces et des populations de faune dans la RFD. Nous avons en conséquence présenté les conclusions de notre « traversée du Dja » que nous utilisons pour tester ces modèles spatiaux. Ces modèles peuvent nous permettre de modifier notre stratégie anti-braconnage et de tendre vers une protection plus efficace d'un secteur important du site du patrimoine mondial.

Patrouilles anti-braconnage 2013–2016

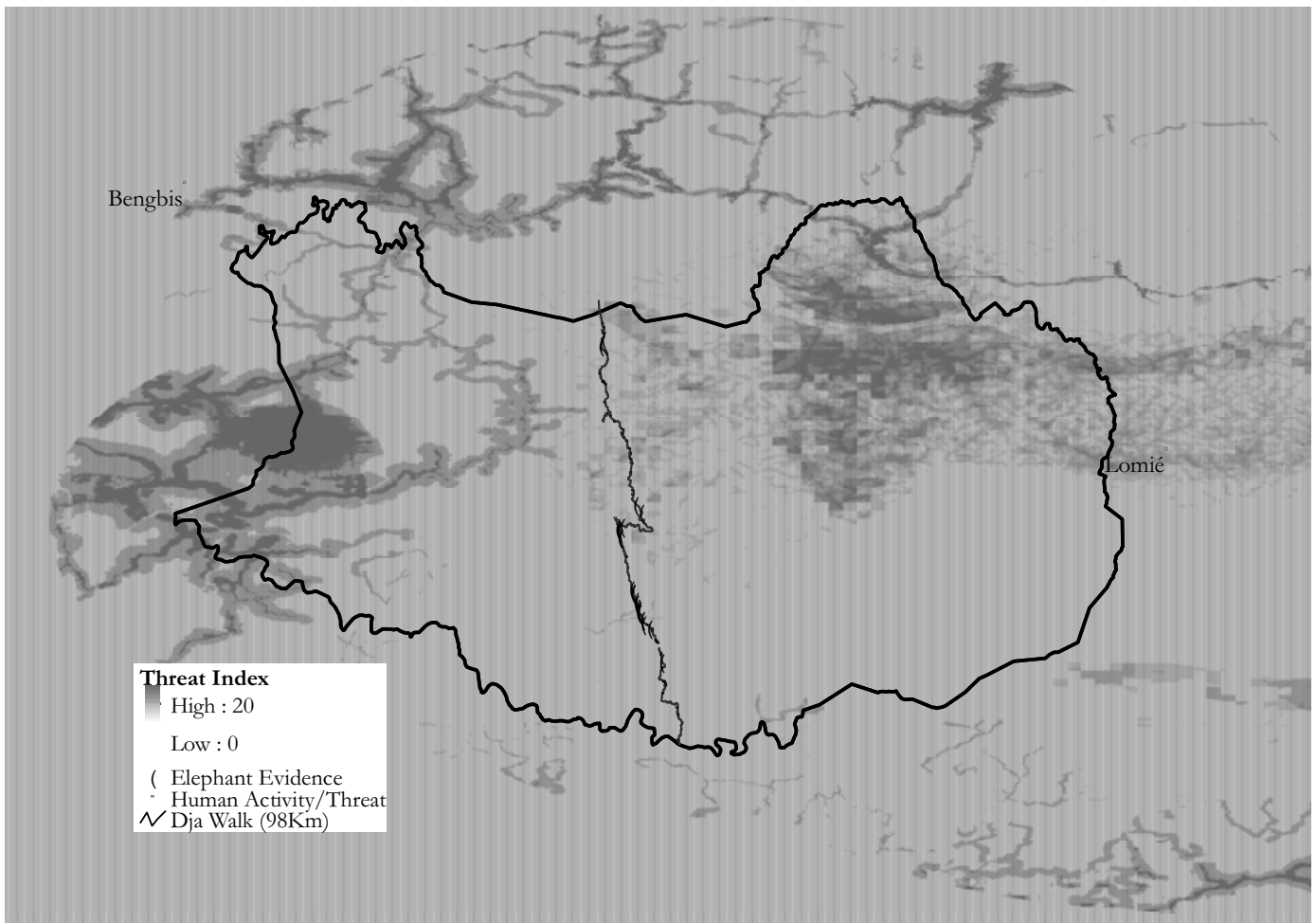
Les patrouilles sont organisées selon un routage pré-identifié, en utilisant

un PDA équipé de l'application CyberTracker pour télécharger les données sur un ordinateur disposant de SMART. Les patrouilles anti-braconnage soutenues par l'AAI au sein du Dja se sont étalées de septembre 2013 à mars 2016, mais nous nous sommes limités aux données depuis février 2015. Les 192 jours de patrouille ont couvert 1400 km. Pour les détails, voir Guian et al. (2016).

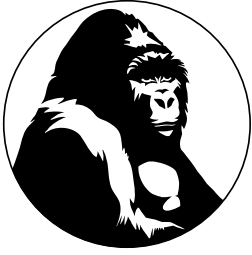
Les données de suivi et les observations de bouse d'éléphant fraîche, de nids frais de chimpanzés et de gorilles ainsi que les découvertes de camps de chasse, de braconniers, de cartouches et de pièges ont été enregistrés

Patrouilles février–avril 2015 et janvier–mars 2016

	Nb de patr.	Distance (km)	Nb de patr. jour
02/2015	2	147	10
03/2015	1	72	3
04/2015	2	91	5
01/2016	4	423	51
02/2016	3	458	46
03/2016	3	193	20
Total	15	1384	192



Transect de la traversée du Dja et observations en relation avec l'indice de menace généré par MaxEnt



GORILLES

Indices de la pression de chasse humaine enregistrée au cours des patrouilles. Indices d'Abondance Kilométrique (IKA) : total nb d'observations/distance couverte

Indication de la pression de chasse humaine	Total nb	IKA
Camps de chasse en activité	135	0,09
Pièges	999	0,72
Cartouches	706	0,51
Rencontres avec des braconniers	84	0,06
Total	1924	1,39

trées. Plus de 200 camps de chasse ont été trouvés et détruits. De nombreuses rencontres avec les braconniers ont également été enregistrées ainsi que des niveaux élevés de cartouches et de pièges. Les nids frais de grands singes et les bouses fraîches d'éléphant étaient en nombre très limité. Seulement 17 sites de nidification de gorilles et 61 sites de nidification de chimpanzés ont été rencontrés. 30 sites avec des bouses fraîches d'éléphant ont été enregistrés.

La traversée du Dja

Le 25 avril, une équipe de 7 amis de la conservation accompagnée de 8 porteurs a entamé une marche à travers le Dja. Conduit par 3 rangers de la SC-RFD, le groupe a enregistré des observations de la même façon que les patrouilles anti-braconnage classiques. Le parcours des 98 km a pris 5 jours.

La marche a démarré après la traversée de la rivière du Dja au nord de Djoum. Le premier jour, nous avons atteint la clairière de Bali. Malgré les récits de visites régulières d'éléphants et de grands mammifères dans cette clairière, peu de preuves de leur passage ont en réalité été trouvées sur le site. Le deuxième jour, nous avons progressé vers le nord en suivant les chemins

tracés par les éléphants. La forêt était silencieuse avec quasiment aucune vocalisation de calaos ou de singes, ni d'indications fraîches de grands mammifères. Beaucoup de signes de pression humaine de chasse ont en revanche été trouvés. Nous sommes restés une nuit dans un camp de chasse abandonné qui était probablement utilisé par un groupe mixte de Bantous et de chasseurs Pygmées, indiquant une possible chasse spécialisée à l'éléphant.

Le troisième jour, à la mi-journée, nous sommes tombés sur un braconnier très connu de nos rangers. Celui-ci nous a guidés jusqu'à son camp où 3 compagnons l'attendaient. Ce jour-là, malgré un départ aux aurores avec un fusil, il n'avait attrapé qu'un céphalophe. Le nombre total de prises de ces braconniers en une semaine de présence dans la zone cœur de la RFD a été évalué à moins de 10 singes et céphalophes de forêt. Les quatrième et cinquième jours, les braconniers nous ont guidés vers la périphérie nord de la RFD, en suivant des sentiers de braconnage très établis et en traversant une série de camps de chasse bien connus. Nous avons passé la quatrième nuit dans la clairière Koubal, de nouveau avec peu de signes de mammifères. Il y avait un sentiment de découragement à cause du nombre limité de preuves de l'existence de grands mammifères qui contrastait avec les signes continus de la pression de chasse humaine. Ceci a été reconnu par les rangers de la SC-RFD.

Modélisation spatiale

Nous avons recoupé les observations des patrouilles anti-braconnage et les profils d'images satellites de cultures, de déforestation et d'incendie avec une série de couches spatiales représentant des influences socio-économiques (ex : utilisation des terres, routes) et biophysiques (ex : topographie, climat) pour modéliser la distribu-

tion de la population de faune sauvage et des menaces. Nous avons utilisé Maximum Entropy Modelling (MaxEnt), un algorithme largement utilisé pour sa relative simplicité et sa haute performance. Nous avons combiné chaque modèle de risque de menace (camps de chasse, munitions et pièges, feu, expansion agricole et déforestation) en un seul indice de menace. De la même façon, nous avons combiné les modèles pour les chimpanzés, éléphants, gorilles des plaines en un seul indice pour faune sauvage. Pour savoir si nos modèles fournissaient aux responsables de la SC-RFD des informations permettant une gestion adaptée, nous avons croisé les observations indépendantes de la traversée avec les modèles spatiaux pertinents. Nous avons émis l'hypothèse que s'ils étaient validés, ces modèles pouvaient fournir aux gestionnaires de la SC-RFD des informations décisionnelles pour une gestion adaptative plus efficace.

En utilisant les observations des menaces et de la faune sauvage recueillies au cours de la traversée, nous avons découvert que le taux de rencontre de faune sauvage était 8,6 fois plus élevé en dehors des zones d'indices de menaces modélisées et qu'en ce qui concerne les menaces, ce taux est 3,8 fois plus élevé à l'intérieur de ces zones. En croisant les modèles d'indices de menace et de faune, on parvient à identifier des zones présentant une forte probabilité de présence de menaces et de faune sauvage. Représentant seulement 4 % de la région de la RFD, ces zones pourraient être ciblées pour une application de la loi plus performante et rentable.

Conclusion

Observation générale : les patrouilles anti-braconnage et les conclusions de la « Traversée du Dja » indiquent clairement que la RFD est sérieusement menacée. Alors que nous avons trouvé les signes attendus de tous les grands



GORILLES

mammifères, leurs indices d'abondance sont très faibles contrairement à ceux très élevés de la pression de chasse humaine. Ceci malgré plus de 2 ans de soutien aux patrouilles anti-braconnage et l'assurance d'individus de la SF-RFD d'un impact positif. En 2001, Nzooh Dongmo avait signalé 71 camps de chasse sur 1400 km de transects. 15 ans plus tard, nous pouvons recenser 200 camps de chasse sur un parcours similaire de 1400 km de transects. La situation n'a fait qu'empirer. Basés sur ces conclusions, nous supposons que notre soutien initial à la SC-RFD n'a pas eu l'impact souhaité et qu'il est urgent de revoir notre approche.

Validation du modèle spatial et conséquences pour l'avenir : les validations confirment que l'indice de menace et que les modèles de déforestation sont importants pour permettre d'améliorer le ciblage des futures patrouilles et des autres mesures de gestion. Nous pensons que ces modèles sont un préalable et nous attendons une amélioration avec une couverture plus complète des patrouilles au fil du temps et une redéfinition des processus de modélisation. Conscients que les modèles conducteurs de patrouilles et d'images satellite sont fréquemment mis à jour, une mise à jour simplifiée des modèles pourrait produire une plateforme dynamique de renforcement de la loi pouvant permettre une gestion plus souple. Alors que nous continuons à développer ces modèles et à tester leur utilisation pour une gestion plus efficace, nous nous concentrerons durant les prochains mois sur nos efforts anti-braconnage modifiés.

Prochaines étapes : l'AWF-AAI, accompagnées de la nouvelle équipe de la SC-RFD, ont conjointement décidé d'essayer d'arrêter de couvrir les 5260 km² de la RFD étant donné que les ressources humaines et financières sont insuffisantes. A la place, nous avons opté pour la protection ef-

ficace de 3 zones prioritaires spatialement bien définies : nous avons installé des postes de patrouille permanents sur 3 collines dans la partie nord de la RFD-Chouam, Koubal et Bouamir. Autour de ces 3 points stratégiques, avec des patrouilles composées de 4 rangers de la SC-RFD et de 2 représentants des communautés locales stationnées sur place en permanence. Pendant leur mission, les équipes réalisent des patrouilles avec CyberTracker/SMART tandis que des pièges photos fournissent une surveillance continue des visites de grands mammifères. Simultanément, des efforts sont fournis pour débarrasser la périphérie nord de la présence des braconniers et dépister sur la zone la présence d'armes de chasse. Les communautés locales sont impliquées dans des réunions régulières avec la SC-RFD et l'AWF afin de discuter des dernières conclusions et des pistes futures.

Nous espérons pouvoir fournir d'ici la fin 2016 les preuves évidentes qu'en sécurisant ces points stratégiques, les visites des grands mammifères seront plus nombreuses et que cette nouvelle stratégie est prête à être répliquée dans d'autres sites du patrimoine mondial.

Jef Dupain, Zokoe Guian, Manfred Epanda Aimé et David Williams

Nous remercions le Ministère des Forêts et de la Faune et le Service de Conservation pour la Réserve de Faune du Dja pour la collaboration dans nos efforts conjoints pour améliorer la protection de la RFD. Des remerciements spéciaux à Serge Meye et Stephan Madjaye de la SC-RFD pour le leadership pendant la traversée. Egalement, nous remercions nos ami(e)s de la conservation qui ont accepté le défi : Thomas Bacha, Denis Beauquesne, Olivier Braun, Julien Cour, Carl Frosio, Juliet Wright, et les 8 porteurs!

Références

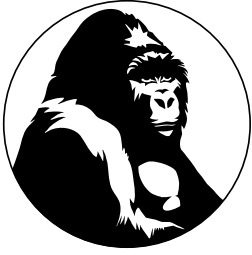
Dupain, J. (2013): The African Apes Initiative. Strategy Paper. African Wildlife Foundation
Guian, Z. et al. (2016): Rapport d'activités de lutte anti-braconnage dans la Réserve de Faune de Dja. African Wildlife Foundation
IUCN (2014): Regional Action Plan for the

Conservation of Western Lowland Gorillas and Central Chimpanzees 2015–2025. Gland, Switzerland (IUCN SSC Primate Specialist Group)

Premiers jumeaux dans un groupe de gorilles des plaines habitués de République Centrafricaine

Fin janvier 2016, le complexe des aires protégées de Dzanga-Sangha en République Centrafricaine a enregistré pour la première fois la naissance de jumeaux dans un groupe habitué de gorilles des plaines. Depuis 1998 et la mise en place de son Programme d'Habituation des Primates, le WWF acclimite des gorilles des plaines de l'ouest à la présence humaine à des fins de recherche et de tourisme, créant ainsi des emplois pour les locaux, générant des revenus nécessaires à la conduite des activités de conservation et renforçant les liens vitaux avec les communautés locales. Chez les gorilles, les jumeaux sont rares aussi la nouvelle a-t-elle été accueillie avec une grande excitation, provoquant d'importantes retombées médiatiques.

Très tôt le matin du 25 janvier 2016, l'équipe d'habituation a repéré Malui, seule femelle (à l'époque) du groupe Makumba, dans le bai Hokou. Elle boitait sur un bras à travers la forêt. L'équipe a d'abord cru qu'elle était blessée mais en regardant de plus près, elle s'est aperçue qu'elle tenait un bébé sur son autre bras. A ce moment-là, le groupe se déplaçait dans une végétation très dense et la visibilité était réduite. Ce n'est que deux jours plus tard, quand le groupe est entré dans une partie de forêt défrichée pour se nourrir, que l'équipe d'habituation a observé deux petits bébés dénudés suspendus à la poitrine de Malui. C'était réconfortant de voir la passion et la force déployée par Malui pour s'occuper de ses deux petits. La famille est restée groupée, Malui et Makumba



GORILLES

le dos argenté, se montrant tous deux plus protecteurs que jamais.

Les deux petits ont été baptisés Inguka et Inganda par les Ba'Aka dont les compétences remarquables en matière de suivi des gorilles forment l'épine dorsale du processus d'habitué. Inganda est un arbuste de la famille des Papilionacées dont les gorilles consomment les feuilles. Malui les a utilisées comme litière lorsqu'elle a mis bas. Inguka est quant à lui un arbuste de la famille des Acanthacées. Les gorilles consomment ses feuilles notamment en saison sèche quand ils dépendent davantage des feuilles que des fruits. Malui s'est beaucoup nourrie de ces feuilles lorsqu'elle était gestante. Les jumeaux n'ont ni la même taille, ni la même empreinte nasale. Inguka est un peu plus gros qu'Inganda et possède une empreinte nasale similaire à celle de sa mère, ce qui facilite l'identification des deux bébés.

Malui, la mère des deux petits et femelle dominante du groupe, est très expérimentée. Elle a déjà élevé avec succès 3 jeunes engendrés par Makumba. Elle a également accouché d'un petit mort-né en décembre 2011 et

exactement 11 mois plus tard, elle a eu un autre petit qui a malheureusement chuté d'un arbre à l'âge de 2 ans. Trois autres femelles ayant quitté le groupe à bai Hokou après la perte de leur petit, on a craint que Malui parte également. Elle est au contraire restée et a surpris tout le monde en ayant des jumeaux. Les débuts ont été difficiles car les bébés étaient anormalement petits : elle a dû les porter contre sa poitrine pendant un mois. Un peu plus tard elle a mis le plus gros des deux (Inguka) sur son dos tandis qu'Inganda était toujours accroché à sa poitrine. Elle a rapidement acquis les compétences requises pour cette tâche difficile et contre toute attente, les jumeaux se développent bien. Malgré leur petite taille, ils ont rapidement commencé à explorer leur environnement comme tout autre bébé gorille, même s'ils étaient trop petits et faibles pour faire de grands mouvements.

Fait notable, à cette période, leur grand frère âgé de 8,5 ans, Tembo, ainsi qu'un autre demi-frère Sopo ont commencé à se montrer très curieux. Leurs premières approches furent timides mais après une intense observa-

tion ils ont commencé à saisir l'un des bébés et à s'enfuir avec lui. Au début Malui ne tolérait pas ce comportement et suivait le kidnappeur pour récupérer son bébé. On avait surnommé ce jeu « trappe-trappe ». Cependant, comme le plus gros des jumeaux (suivi par le second deux semaines plus tard) devenait plus fort et s'éloignait de plus en plus loin de sa mère, Sopo et Tembo les attrapaient régulièrement sans que Malui s'interpose.

A partir de fin juillet, lorsque les jumeaux ont eu 6 mois, au moins l'un des deux était constamment avec ses frères et sœurs. Même si Malui les récupérait régulièrement, cela ne la gênait pas de partager le travail ! Elle passait même les 2 bébés aux autres gorilles pour se nourrir tranquillement sans jamais les perdre de vue. Les frères et sœurs plus âgés étaient si fous des jumeaux qu'ils les incluaient dans leurs jeux. Malheureusement le jeu était parfois brutal : les petits émettaient alors des cris de détresse qui poussaient Makumba le leader du groupe à intervenir. Juillet et août représentant le pic de la saison de fructification à Dzanga-Sangha, le régime riche en fruits a donné de l'énergie supplémentaire à l'ensemble des individus, impliquant davantage de jeux pour les juvéniles du groupe. Makumba a commencé à avoir des difficultés à les garder sous contrôle. Tembo, d'humeur enthousiaste, a même cogné l'un des jumeaux sur un arbre avant de le jeter au sol !

Elever des jumeaux est indéniablement une tâche difficile. Nul ne sait ce qui se produira lorsqu'ils grandiront. Nous pensons cependant que Malui aura besoin de l'aide des autres gorilles du groupe lorsque les jumeaux seront trop gros pour être transportés.

Il est intéressant d'observer qu'elle accepte déjà le soutien non seulement des subadultes du groupe mais aussi d'une autre femelle adulte qui a rejoint le groupe en février dernier. Elle aura également besoin de la protection du



Malui et ses jumeaux, juin 2016

Photo: Janika Wendefeuer/WWF



GORILLES

dos argenté. Makumba a démontré sa capacité de leader et de protecteur du groupe depuis 19 ans, ayant engendré au moins 14 descendants. Il a définitivement un rôle à jouer dans la survie des deux derniers-nés.

Les gorilles des plaines de l'ouest, en danger critique d'extinction, sont extrêmement menacés par le braconnage, les maladies et la perte de leur habitat à travers toute l'Afrique Centrale. Ils ont aussi un cycle de vie plus lent que celui des gorilles de montagne (Breuer et al. 2009), ce qui engendre des taux de croissance plus faibles de la population. Ceux-ci auront une incidence sur la récupération de la population en cas d'accident.

Ce futur incertain est la raison pour laquelle le WWF travaille avec les gouvernements et d'autres partenaires à travers la région pour les protéger ainsi que leur habitat. Ces minuscules jumeaux symbolisent donc un incroyable espoir et un succès pour la région.

*Janika Wendefeuer et
Terence FuhNeba*

Référence

Breuer, T. et al. (2009): Physical maturation, life-history classes and age estimates of free ranging western gorillas – insights from Mbeli Bai, Republic of Congo. *American Journal of Primatology* 71 (2), 106–119

Primatologues africains créent une société pour assurer le futur des primates africains

Il est largement reconnu que le futur des primates africains dépend avant tout des Africains eux-mêmes. Ceci nécessite un engagement accru des Africains prenant des initiatives pour conserver ces animaux uniques. Pourtant les Africains sont restés relativement peu actifs dans le domaine de la primatologie en Afrique. Cette situation s'est détériorée par le manque marqué d'une coordination des efforts des pri-



Les participants à l'atelier d'évaluation du African Primate Red List de l'IUCN/SSC Primate Specialist Group à Rome (Italie) en 2016

matologues africains. Mais aussi par le manque d'une plate-forme destinée à faciliter l'engagement globale avec les autres primatologues et intervenants divers.

La faible représentation des Africains aux forums internationaux en est une des conséquences. Donnons un exemple. À l'atelier d'évaluation du African Primate Red List de l'IUCN/SSC Primate Specialist Group à Rome en 2016, les Africains étaient peu nombreux, si tant est qu'il y en avait. À cet atelier l'on attribue les catégories de menace bien déterminées aux différentes espèces, ce qui est à la base de la composition de l'agenda des interventions de conservation.

Pour les autres forums de primatologie internationaux on voit la même chose, comme aux congrès de l'International Primatological Society convoqués afin de partager de l'information sur les recherches et les efforts de conservation afin d'évaluer l'état des primates au monde, y inclus les primates africains.

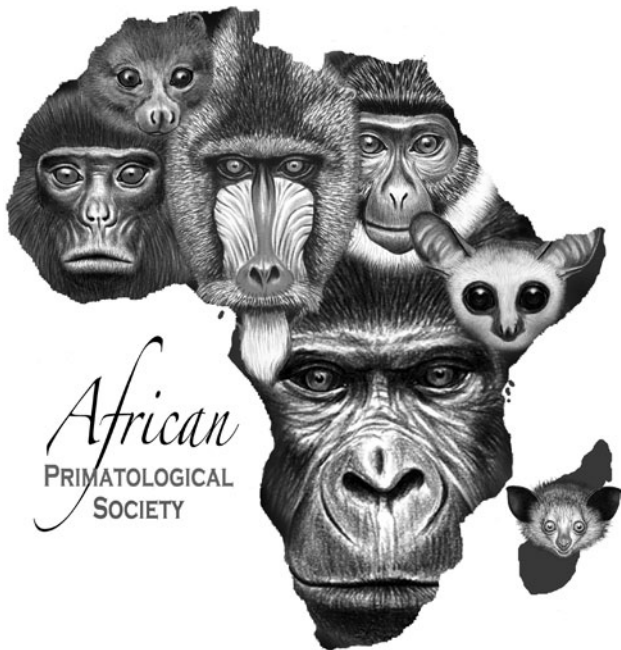
Cela contraste nettement avec la situation dans les autres régions au monde où l'on trouve des groupes bien établis de primatologues, des sociétés, des fédérations et des associations qui facilitent le partage de l'information, la coordination des recherches et les efforts de conservation ainsi que la représentation aux forums internationaux. Le manque de coordination a également limité la capacité des primatologues africains pour influencer les politiques qui ont des répercussions sur les primates africains et pour soutenir des groupes régionaux où il y en a besoin. Bien qu'il y ait encore une pénurie d'Africains dotés d'expertise sur le plan des recherches et de la conservation sur le continent, cette expertise accroit incontestablement et elle a besoin d'être renforcée au profit des primates africains.

C'était dans ce contexte qu'on a conçu l'idée de la formation d'un groupe africain de primatologues.

Cette idée a été discutée au cours d'un nombre de réunions et d'échanges



GORILLES



d'emails qui a mené, en 2013, à la formation de l'APWG : le « African Primatologists Working Group ». Au début ce groupe était avant tout un groupe de correspondance par email coordonné par un Comité de Pilotage ad hoc. À l'atelier d'évaluation du African Primate Red List de l'UICN/SSC Primate Specialist Group à Rome en 2016, les représentants africains ont continué leurs discussions et ils ont officiellement choisi pour le nom « African Primatological Society (APS) » et ils ont constitué un Comité de Direction nouveau afin de coordonner les activités de l'APS.

L'APS vise à la promotion d'un engagement accru des Africains et des autorités africaines au niveau des recherches et de la conservation des primates africains. Plus spécifiquement l'APS vise à promouvoir :

- 1) des échanges d'informations et de données d'expérience,
- 2) le réseautage des primatologues africains,
- 3) le renforcement des capacités afin d'obtenir une masse critique de primatologues africains qualifiés, et

- 4) une représentation accrue et plus efficace de primatologues et conservateurs africains sur le plan international.

Le Comité de Direction travaille actuellement à la Réunion Inaugurale de l'APS en 2017, où – entre autres – la structure et le cadre opérationnel de l'APS sera amendé, l'adoption de la constitution de l'APS sera proposée et les responsables seront élus pour la direction et la coordination des affaires qui feront avancer l'APS.

Sous la responsabilité du Comité de Direction actuel un nombre de choses a déjà été achevé, y compris :

- la conception d'un logo,
- la création d'un compte e-mail (AfricanPrimateSociety@gmail.com),
- la création d'une page sur Facebook (<https://www.facebook.com/African.Primatological.Society/>),
- la création d'un compte Twitter (@AfricanPS),
- un bref article en *African Primates*,
- la promotion de l'APS au congrès de l'IPS. En 2016 pour la première fois les primatologues africains se sont réunis comme groupe régional APS

au congrès de l'IPS à Chicago aux États-Unis! Ce n'est qu'un premier petit pas mais pour nous c'était un pas significatif; une signe que l'APS est là pour de bon! L'annonce de la naissance de l'APS au congrès 2016 de l'IPS à Chicago a été très chaleureusement accueillie et il y avait beaucoup de monde à la réunion annexe organisée par l'APS qui ont promis d'appuyer notre société.

- La création d'un formulaire d'adhésion et sa distribution aux personnes intéressées (Africains et non-Africains) qui le retournent avec leurs données afin de pouvoir créer une base de données sur les membres. Il faut espérer que tout le monde réagit et avance le formulaire aux primatologues responsables de la recherche et de la conservation dans leurs pays et régions afin de pouvoir collectionner de l'information pour la base de données.

Actuellement le Comité de Direction de l'APS travaille sur :

- 1) la création d'un site web parfaitement fonctionnel pour l'ASP et une base de données de ses membres;
- 2) l'organisation de son congrès inaugural en 2017; et
- 3) l'identification des organismes partenaires potentiels, des membres bienfaiteurs et d'une institution-hôte en Afrique où l'ASP pourra établir son siège social.

Inaoyom Imong, Rachel Ikemeh, Inza Koné et Denis Ndeloh Etiendem

La African Primatological Society remercie Dr. Stephen Nash pour la conception du logo de l'APS ainsi que Conservation International pour avoir donné l'opportunité à l'APS de promouvoir cette société au congrès 2016 de l'IPS à Chicago.

Correspondance avec le comité de direction de l'APS :

*africanprimatesociety@gmail.com
Facebook: <https://www.facebook.com/African.Primatological.Society/>
Twitter: @AfricanPS*